

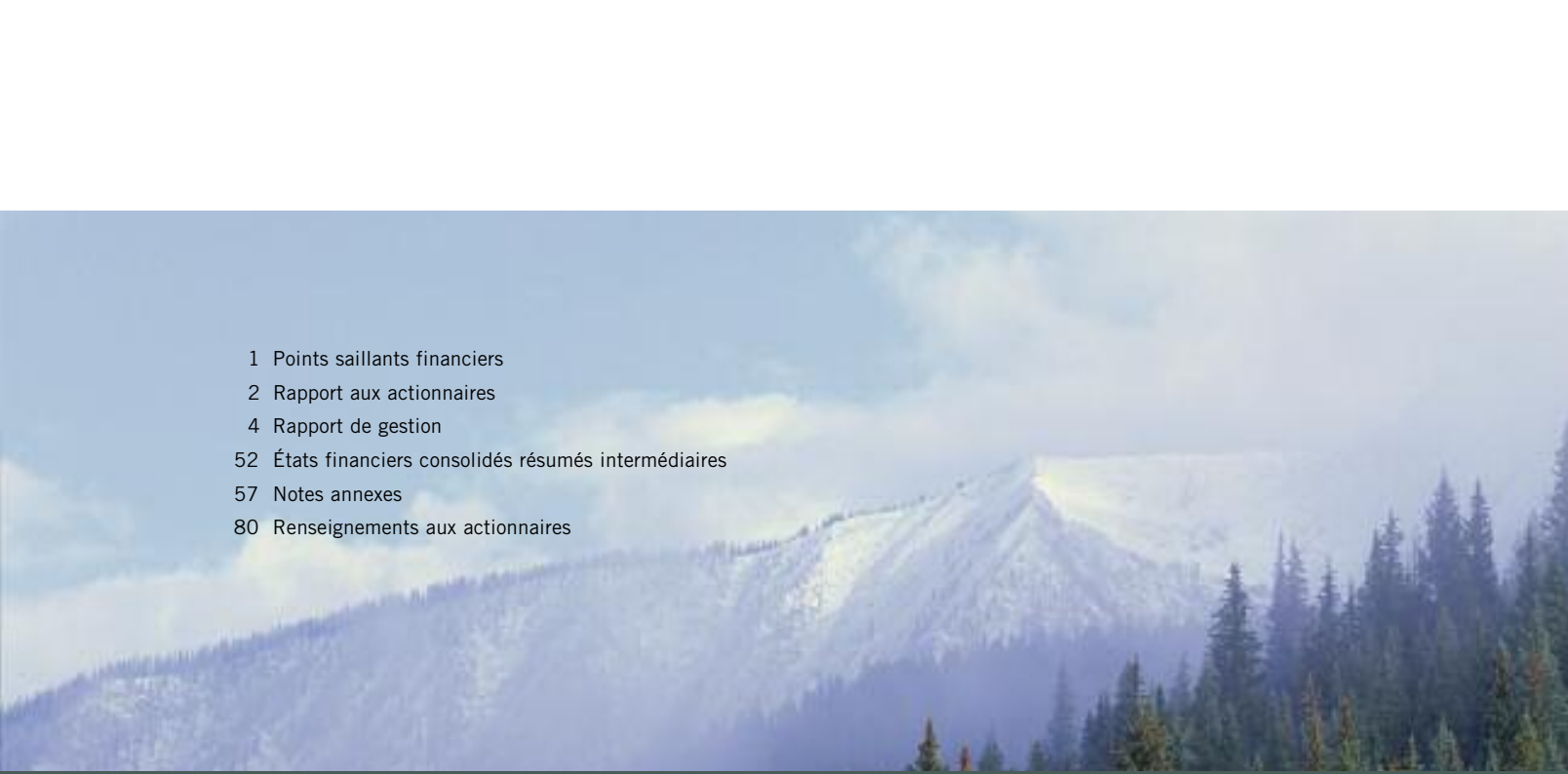


Rapport du troisième trimestre

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE
LE 30 SEPTEMBRE 2011

S O L I D I T É | V I S I O N | C R O I S S A N C E





1	Points saillants financiers
2	Rapport aux actionnaires
4	Rapport de gestion
52	États financiers consolidés résumés intermédiaires
57	Notes annexes
80	Renseignements aux actionnaires

Avvertissement à l'égard des déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement, des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et liés à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les

entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

Mesures financières non définies par les IFRS

Le présent rapport contient des mesures financières non définies par les IFRS. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure financière conforme aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Les termes se rapportant à des mesures financières non définies par les IFRS comprennent, sans s'y limiter, les termes suivants : « bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires », « bénéfice opérationnel par action », « rendement opérationnel des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » et d'autres termes semblables, lesquels sont utilisés pour fournir à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles visant à évaluer la performance. Également, le « bénéfice avant intérêts et impôt (BAII) » et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (BAIIA) » sont des mesures financières non définies par les IFRS utilisées afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placements des mesures additionnelles pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne sont pas directement comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Veuillez consulter les rapprochements appropriés de ces mesures financières non définies par les IFRS avec les mesures prescrites par les IFRS.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

<i>(non audité)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE			
	2011	2010	VARIATION (%)	2011	2010	VARIATION (%)	
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires <i>(en M\$)</i>							
Bénéfice opérationnel ¹⁾	213,0 \$	181,1 \$	17,6 %	637,0 \$	548,7 \$	16,1 %	
Bénéfice net	244,0	173,4	40,7	670,0	540,8	23,9	
Bénéfice dilué par action							
Bénéfice opérationnel ¹⁾	0,82	0,69	18,8	2,46	2,08	18,3	
Bénéfice net	0,94	0,66	42,4	2,58	2,05	25,9	
Rendement des capitaux propres							
Bénéfice opérationnel ¹⁾				20,2 %	17,7 %		
Bénéfice net				21,3 %	17,3 %		
Dividendes par action	0,5375	0,5125	4,9	1,5625	1,5375	1,6	
Total de l'actif géré²⁾ <i>(en M\$)</i>				116 743 \$	122 667 \$	(4,8)%	
Groupe Investors							
Fonds communs de placement				56 502	58 838	(4,0)	
Mackenzie							
Fonds communs de placement				38 527	41 112		
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes				22 389	23 421		
Total				60 916	64 533	(5,6)	
Counsel							
Fonds communs de placement				2 674	2 377	12,5	
Ventes de fonds communs de placement et ventes institutionnelles <i>(en M\$)</i>							
Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011				GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	COUNSEL	TOTAL ³⁾
Ventes brutes				1 285 \$	2 045 \$	113 \$	3 430 \$
Ventes nettes (rachats nets)				(162)	(1 201)	44	(1 284)
Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011							
Ventes brutes				4 736 \$	8 215 \$	415 \$	12 967 \$
Ventes nettes (rachats nets)				197	(1 253)	169	(1 151)

1) Mesures financières non défmies par les PCGR :

Le bénéfice opérationnel de 2011 exclut le bénéfice net lié aux activités abandonnées.

Le bénéfice opérationnel de 2010 exclut le bénéfice net lié aux activités abandonnées et une charge après impôt de 8,2 M\$ inscrite au troisième trimestre représentant la quote-part de la provision supplémentaire liée à des litiges de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») revenant à la Société.

2) Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,3 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,1 G\$ au 30 septembre 2010).

3) Le total des ventes brutes et des ventes nettes pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 exclut un montant de 13 M\$ et de (35) M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel.

Le total des ventes brutes et des ventes nettes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 exclut un montant de 399 M\$ et de 264 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel.

R A P P O R T A U X A C T I O N N A I R E S

RÉSULTATS FINANCIERS

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 s'est établi à 213,0 M\$, ou 82 cents par action, comparativement à un bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires de 181,1 M\$¹, ou 69 cents¹ par action, en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 18,8 % par action.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 s'est établi à 637,0 M\$, ou 2,46 \$ par action, comparativement à un bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires de 548,7 M\$¹, ou 2,08 \$¹ par action, en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 18,3 % par action.

Le 2 septembre 2011, Mackenzie a annoncé qu'elle avait conclu une entente relative à la vente de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. (« M.R.S. »). Les autres éléments pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 comprennent le bénéfice net de M.R.S., lequel a été classé dans les activités abandonnées. Le bénéfice net de M.R.S., excluant un ajustement fiscal non récurrent, a totalisé 2,3 M\$ et 4,3 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011. Au cours du troisième trimestre de 2011, une réduction de l'impôt sur le résultat de 28,7 M\$ a été comptabilisée afin de refléter un changement de l'estimation relative à l'état des déclarations de revenus. Par conséquent, le bénéfice net lié aux activités abandonnées s'est chiffré à 31,0 M\$ et à 33,0 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris les autres éléments, pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 s'est établi à 244,0 M\$, ou 94 cents par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 173,4 M\$, ou 66 cents par action, en 2010. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires

ordinaires, y compris les autres éléments, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 s'est établi à 670,0 M\$, ou 2,58 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 540,8 M\$, ou 2,05 \$ par action, en 2010.

Les produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 se sont établis à 674,2 M\$, comparativement à 632,5 M\$ à l'exercice précédent. Les produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 se sont établis à 2,08 G\$, comparativement à 1,91 G\$ à l'exercice précédent. Les charges se sont chiffrées à 398,2 M\$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à 385,6 M\$ à l'exercice précédent, et à 1,24 G\$ pour la période de neuf mois comparativement à 1,17 G\$ en 2010.

Au 30 septembre 2011, le total de l'actif géré s'élevait à 116,7 G\$. Il s'agit d'une baisse de 4,8 % par rapport au total de l'actif géré de 122,7 G\$ au 30 septembre 2010.

ACTIVITÉS DU GROUPE INVESTORS

Au 30 septembre 2011, le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience au sein du Groupe Investors se chiffrait à 2 674, en hausse par rapport à 2 659 au 30 juin 2011. Le nombre de conseillers du Groupe Investors était de 4 595 au 30 septembre 2011, ce qui représente une hausse comparativement à 4 592 au 30 juin 2011.

Les ventes de fonds communs de placement pour le troisième trimestre se sont élevées à 1,29 G\$, comparativement à 1,17 G\$ à l'exercice précédent, et les rachats nets de fonds communs de placement pour le troisième trimestre ont totalisé 162 M\$, comparativement à des rachats nets de 166 M\$ à l'exercice précédent.

Les ventes de fonds communs de placement pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 se sont élevées à 4,74 G\$, comparativement à 4,36 G\$ à l'exercice précédent, et les ventes nettes de fonds communs de

¹ Les autres éléments pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2010 comprennent ce qui suit :

- Le bénéfice net de M.R.S. de 0,5 M\$ et de 0,3 M\$, respectivement, montants qui ont été classés dans les activités abandonnées.
- Une charge après impôt de 8,2 M\$ représentant la quote-part de la provision supplémentaire liée à des litiges de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

placement ont totalisé 197 M\$, comparativement à 291 M\$ à l'exercice précédent.

Le taux de rachat en glissement sur douze mois (exception faite des fonds du marché monétaire) s'établissait à 8,7 % au 30 septembre 2011, comparativement à 8,5 % au 30 juin 2011.

Au 30 septembre 2011, l'actif géré des fonds communs de placement s'élevait à 56,5 G\$, comparativement à 58,8 G\$ au 30 septembre 2010, ce qui représente une diminution de 4,0 %.

ACTIVITÉS DE MACKENZIE

Le total des ventes pour le troisième trimestre de 2011 s'est établi à 2,05 G\$, comparativement à 2,46 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets ont totalisé 1,20 G\$ au troisième trimestre, comparativement à des rachats nets totaux de 771 M\$ à l'exercice précédent.

Le total des ventes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 s'est établi à 8,22 G\$, comparativement à 9,03 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets ont totalisé 1,25 G\$, comparativement à des rachats nets totaux de 1,19 G\$ à l'exercice précédent.

Au 30 septembre 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 60,9 G\$, soit une diminution de 5,6 %, comparativement à 64,5 G\$ au 30 septembre 2010. L'actif géré des fonds communs de placement totalisait 38,5 G\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 41,1 G\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 6,3 %.

ACTIVITÉS D'INVESTMENT PLANNING COUNSEL

Au 30 septembre 2011, l'actif administré s'établissait à 16,3 G\$, comparativement à 12,7 G\$ au 30 septembre 2010. Au 30 septembre 2011, l'actif géré des fonds communs de placement de Counsel Portfolio Services Inc. (« Counsel »)

se chiffrait à 2,7 G\$, comparativement 2,4 G\$ au 30 septembre 2010.

Les ventes de fonds communs de placement de Counsel au troisième trimestre de 2011 se sont établies à 113 M\$, comparativement à 110 M\$ en 2010, et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 44 M\$, comparativement à des ventes nettes de 48 M\$ à l'exercice précédent.

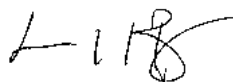
Les ventes de fonds communs de placement de Counsel au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 se sont établies à 415 M\$, comparativement à 357 M\$ en 2010, et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 169 M\$, comparativement à des ventes nettes de 142 M\$ à l'exercice précédent.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration a annoncé un dividende de 53,75 cents par action à l'égard des actions ordinaires de la Société et un dividende de 0,36875 \$ par action à l'égard des actions privilégiées de premier rang de série B à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société. Le dividende à l'égard des actions ordinaires et des actions privilégiées sera versé le 31 janvier 2012 aux actionnaires inscrits au 30 décembre 2011.

Au nom du conseil d'administration,

*Le coprésident et chef
de la direction de la
Société financière IGM Inc.,*



Murray J. Taylor

Le 10 novembre 2011

*Le coprésident et chef
de la direction de la
Société financière IGM Inc.,*



Charles R. Sims

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats opérationnels et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 30 septembre 2011 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc. et aux rapports aux actionnaires pour les premier et deuxième trimestres de 2011 de la Société financière IGM Inc. déposés sur le site www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 30 septembre 2011 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date est daté du 10 novembre 2011.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public, soit les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 1 des états financiers intermédiaires).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant

permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques

opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats opérationnels consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 30 septembre 2011, le total de l'actif géré se chiffrait à 116,7 G\$, comparativement à 122,7 G\$ au 30 septembre 2010 et à 129,5 G\$ au 31 décembre 2010.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 s'est établi à 213,0 M\$, ou 82 cents par action, comparativement à un bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires de 181,1 M\$, ou 69 cents par action, en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 18,8 % par action.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 s'est établi à 637,0 M\$, ou 2,46 \$ par action, comparativement à un bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires de 548,7 M\$, ou 2,08 \$ par action, en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 18,3 % par action.

Le 2 septembre 2011, Mackenzie a annoncé qu'elle avait conclu une entente relative à la vente de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. (« M.R.S. »). Les autres éléments pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 comprennent le bénéfice net de M.R.S., lequel a été classé dans les activités abandonnées. Le bénéfice net de M.R.S., excluant un ajustement fiscal non récurrent, a totalisé 2,3 M\$ et 4,3 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011. Au cours du

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES	
	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires – Mesure non définie par les IFRS	213,0 \$	212,8 \$	181,1 \$	637,0 \$	548,7 \$
Bénéfice net – Activités abandonnées	31,0	1,1	0,5	33,0	0,3
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	(8,2)	–	(8,2)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	244,0 \$	213,9 \$	173,4 \$	670,0 \$	540,8 \$
Bénéfice opérationnel par action attribuable aux actionnaires ordinaires – Mesure non définie par les IFRS	0,82 \$	0,82 \$	0,69 \$	2,46 \$	2,08 \$
Bénéfice net – Activités abandonnées	0,12	–	–	0,12	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	(0,03)	–	(0,03)
Bénéfice net par action attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	0,94 \$	0,82 \$	0,66 \$	2,58 \$	2,05 \$
BAIIA – Mesure non définie par les IFRS	378,0 \$	385,3 \$	363,4 \$	1 160,0 \$	1 082,3 \$
Amortissement des commissions	(69,4)	(70,7)	(72,0)	(212,6)	(220,2)
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles et autres	(9,4)	(9,8)	(8,4)	(27,6)	(25,2)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(23,2)	(26,1)	(27,8)	(79,6)	(82,7)
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	(8,2)	–	(8,2)
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	276,0	278,7	247,0	840,2	746,0
Impôt sur le résultat	(60,8)	(63,7)	(71,9)	(196,6)	(197,6)
Bénéfice net – Activités abandonnées	31,0	1,1	0,5	33,0	0,3
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)	(2,2)	(2,2)	(6,6)	(7,9)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	244,0 \$	213,9 \$	173,4 \$	670,0 \$	540,8 \$

troisième trimestre de 2011, une réduction de l'impôt sur le résultat de 28,7 M\$ a été comptabilisée afin de refléter un changement de l'estimation relative à l'état des déclarations de revenus. Par conséquent, le bénéfice net lié aux activités abandonnées s'est chiffré à 31,0 M\$ et à 33,0 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011.

Les autres éléments pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2010 comprennent ce qui suit :

- bénéfice net de M.R.S., chiffré à 0,5 M\$ et à 0,3 M\$, respectivement, qui a été classé dans les activités abandonnées;
- une charge après impôt de 8,2 M\$ représentant la quote-part de la provision supplémentaire liée à des litiges de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris les autres éléments, pour le troisième trimestre

clos le 30 septembre 2011 s'est établi à 244,0 M\$, ou 94 cents par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 173,4 M\$, ou 66 cents par action, pour le troisième trimestre de 2010.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris les autres éléments, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 s'est établi à 670,0 M\$, ou 2,58 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 540,8 M\$, ou 2,05 \$ par action, pour la période correspondante de 2010.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,4 G\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 4,3 G\$ au 31 décembre 2010. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires fondé sur le bénéfice opérationnel pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 s'est établi à 20,2 %, contre 17,7 % en 2010. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré

TABLEAU 2 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010
Produits								
Produits tirés des honoraires	385,3 \$	371,0 \$	201,9 \$	200,9 \$	43,3 \$	32,0 \$	630,5 \$	603,9 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	20,7	19,0	1,2	(0,3)	21,8	18,1	43,7	36,8
	406,0	390,0	203,1	200,6	65,1	50,1	674,2	640,7
Charges								
Commissions	121,4	116,9	69,4	70,4	28,2	20,2	219,0	207,5
Frais autres que les commissions	86,3	78,9	58,6	57,9	11,1	13,4	156,0	150,2
	207,7	195,8	128,0	128,3	39,3	33,6	375,0	357,7
Bénéfice avant intérêts et impôt	198,3 \$	194,2 \$	75,1 \$	72,3 \$	25,8 \$	16,5 \$	299,2	283,0
Charges d'intérêts							23,2	27,8
Quote-part de la provision de la société affiliée							–	8,2
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées							276,0	247,0
Impôt sur le résultat							60,8	71,9
Bénéfice net lié aux activités poursuivies							215,2	175,1
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							31,0	0,5
Bénéfice net							246,2	175,6
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							244,0 \$	173,4 \$
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹⁾							213,0 \$	181,1 \$

1) Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS du Sommaire des résultats opérationnels consolidés pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

au troisième trimestre de 2011 a augmenté de 2,50 cents par rapport au deuxième trimestre de 2011 pour s'établir à 53,75 cents.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 2 septembre 2011, la Société a conclu une entente visant la vente de la totalité des actions ordinaires de M.R.S. On estime que la contrepartie en trésorerie, établie en fonction des états financiers de M.R.S. au 30 septembre 2011, se chiffrera à environ 199,5 M\$, sous réserve des ajustements à la clôture, en plus d'un remboursement de 20 M\$ sur la dette subordonnée et d'un passif repris de 67,2 M\$ relatif aux montants détenus en dépôt à l'égard de M.R.S. par Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. La transaction devrait être conclue au quatrième trimestre de 2011, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires.

Conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les résultats et les flux de trésorerie opérationnels de M.R.S, qui étaient auparavant inclus dans les résultats du secteur à présenter Mackenzie, ont été classés comme des activités abandonnées. Les actifs et les passifs connexes ont été classés comme des actifs et des passifs détenus en vue de la vente.

Le bénéfice net lié aux activités abandonnées pour toutes les périodes considérées est présenté sous forme de poste distinct dans les tableaux suivants : Tableau 1 – *Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS*; Tableaux 2 à 4 – *Résultats opérationnels consolidés par secteur*; et Tableau 9 – *Sommaire des résultats trimestriels*.

Se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires pour plus d'information.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR – CUMUL ANNUEL DE 2011 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2010

Périodes de neuf mois closes les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010
Produits								
Produits tirés des honoraires	1 192,8 \$	1 114,2 \$	631,6 \$	606,2 \$	138,3 \$	99,5 \$	1 962,7 \$	1 819,9 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	55,0	36,8	2,2	(0,1)	63,9	65,4	121,1	102,1
	1 247,8	1 151,0	633,8	606,1	202,2	164,9	2 083,8	1 922,0
Charges								
Commissions	370,5	351,7	219,5	217,8	91,9	64,0	681,9	633,5
Frais autres que les commissions	264,2	244,0	182,6	176,0	35,3	31,6	482,1	451,6
	634,7	595,7	402,1	393,8	127,2	95,6	1 164,0	1 085,1
Bénéfice avant intérêts et impôt	613,1 \$	555,3 \$	231,7 \$	212,3 \$	75,0 \$	69,3 \$	919,8	836,9
Charges d'intérêts							79,6	82,7
Quote-part de la provision de la société affiliée							–	8,2
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées							840,2	746,0
Impôt sur le résultat							196,6	197,6
Bénéfice net lié aux activités poursuivies							643,6	548,4
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							33,0	0,3
Bénéfice net							676,6	548,7
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							6,6	7,9
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							670,0 \$	540,8 \$
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹⁾							637,0 \$	548,7 \$

1) Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS du Sommaire des résultats opérationnels consolidés pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 4 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011
Produits								
Produits tirés des honoraires	385,3 \$	404,3 \$	201,9 \$	213,5 \$	43,3 \$	45,4 \$	630,5 \$	663,2 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	20,7	12,8	1,2	0,2	21,8	21,8	43,7	34,8
	406,0	417,1	203,1	213,7	65,1	67,2	674,2	698,0
Charges								
Commissions	121,4	124,9	69,4	74,1	28,2	30,1	219,0	229,1
Frais autres que les commissions	86,3	92,1	58,6	60,5	11,1	11,5	156,0	164,1
	207,7	217,0	128,0	134,6	39,3	41,6	375,0	393,2
Bénéfice avant intérêts et impôt	198,3 \$	200,1 \$	75,1 \$	79,1 \$	25,8 \$	25,6 \$	299,2	304,8
Charges d'intérêts							23,2	26,1
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées							276,0	278,7
Impôt sur le résultat							60,8	63,7
Bénéfice net lié aux activités poursuivies							215,2	215,0
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							31,0	1,1
Bénéfice net							246,2	216,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							244,0 \$	213,9 \$
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹⁾							213,0 \$	212,8 \$

1) Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS du Sommaire des résultats opérationnels consolidés pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure financière conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires, le bénéfice opérationnel dilué par action et le rendement opérationnel des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures

financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le bénéfice avant intérêts et impôt (le « BAII ») et le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») sont également des mesures financières non définies par les IFRS. Le BAII et le BAIIA sont des mesures de rechange de la performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Se reporter aux rapprochements pertinents de ces mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS, présentés dans les tableaux 1 à 4.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- le Groupe Investors
- Mackenzie
- les Activités internes et autres

La direction mesure et évalue la performance de ces secteurs en fonction du BAII, comme il est indiqué aux tableaux 2, 3 et 4. Les résultats opérationnels par secteur sont présentés de façon distincte dans les sections intitulées « Revue des résultats opérationnels par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2, 3 et 4 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme. La variation des charges d'intérêts reflète le remboursement des débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, le 9 mai 2011. La variation des charges d'intérêts pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 comparativement à 2010 reflète également l'émission de 200 M\$ de débetures à 6,00 % le 9 décembre 2010.
- *Quote-part de la provision de la société affiliée en 2010* – Au troisième trimestre de 2010, Lifeco a constitué une provision supplémentaire liée à des litiges. La quote-part de cette provision revenant à la Société, après impôt, se chiffrait à 8,2 M\$.

- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 5. Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. Toute modification des meilleures estimations de la direction est reflétée dans les Autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.
- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société émises le 8 décembre 2009. Les dividendes déclarés au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2010 étaient constitués du dividende initial de 0,57788 \$ l'action, ou 3,5 M\$, et concernaient la période allant du 8 décembre 2009 au 30 avril 2010.
- *Bénéfice net lié aux activités abandonnées* – Représente les résultats opérationnels de M.R.S., auparavant inclus dans les résultats du secteur à présenter Mackenzie, qui sont résumés dans le tableau 6.

Le bénéfice net lié aux activités abandonnées pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 comprend une réduction de l'impôt sur le résultat de 28,7 M\$. L'impôt sur le résultat comptabilisé au cours

TABLEAU 5 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES	
	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	28,15 %	28,14 %	30,05 %	28,15 %	30,06 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat de la société affiliée	(2,14)	(1,84)	(2,06)	(1,88)	(2,10)
Consolidation de la perte ¹⁾	(2,76)	(2,70)	–	(2,16)	–
Autres éléments	(1,23)	(0,75)	0,11	(0,71)	(1,81)
Taux d'imposition effectif – bénéfice opérationnel	22,02	22,85	28,10	23,40	26,15
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	0,99	–	0,33
Taux d'imposition effectif – bénéfice net lié aux activités poursuivies	22,02 %	22,85 %	29,09 %	23,40 %	26,48 %

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

TABLEAU 6 : BÉNÉFICE NET LIÉ AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES	
	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010
Produits					
Honoraires	5,2 \$	5,4 \$	5,5 \$	16,2 \$	17,1 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,3	3,7	3,5	12,5	9,4
	10,5	9,1	9,0	28,7	26,5
Charges	7,2	7,6	7,5	21,8	23,8
Bénéfice avant impôt sur le résultat	3,3	1,5	1,5	6,9	2,7
Impôt sur le résultat					
Activités	1,0	0,4	0,5	2,0	0,9
Variation de l'estimation	(28,7)	–	0,5	(28,1)	1,5
	(27,7)	0,4	1,0	(26,1)	2,4
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	31,0 \$	1,1 \$	0,5 \$	33,0 \$	0,3 \$

TABLEAU 7 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL ¹⁾		DONNÉES CONSOLIDÉES ^{1), 2)}	
	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	172,5 \$	166,6 \$	93,1 \$	134,9 \$	15,5 \$	10,5 \$	281,1 \$	312,0 \$
Ventes brutes – à long terme	1 112,9	998,1	1 142,8	921,4	97,8	98,7	2 353,0	2 018,2
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	1 285,4 \$	1 164,7 \$	1 235,9 \$	1 056,3 \$	113,3 \$	109,2 \$	2 634,1 \$	2 330,2 \$
Ventes nettes – marché monétaire	(13,4)\$	(35,1)\$	(37,7)\$	(18,8)\$	10,7 \$	6,2 \$	(40,4)\$	(47,7)\$
Ventes nettes – à long terme	(148,5)	(131,1)	(538,7)	(523,4)	32,9	42,5	(654,6)	(612,0)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	(161,9)\$	(166,2)\$	(576,4)\$	(542,2)\$	43,6 \$	48,7 \$	(695,0)\$	(659,7)\$
Comptes gérés à titre de sous- conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	– \$	– \$	808,8 \$	1 403,0 \$	– \$	– \$	796,0 \$	1 364,9 \$
Ventes nettes	–	–	(624,8)	(228,8)	–	–	(588,9)	(248,3)
Données combinées								
Ventes brutes	1 285,4 \$	1 164,7 \$	2 044,7 \$	2 459,3 \$	113,3 \$	109,2 \$	3 430,1 \$	3 695,1 \$
Ventes nettes	(161,9)	(166,2)	(1 201,2)	(771,0)	43,6	48,7	(1 283,9)	(908,0)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	(161,9)\$	(166,2)\$	(1 201,2)\$	(771,0)\$	43,6 \$	48,7 \$	(1 283,9)\$	(908,0)\$
Rendement du marché et produits	(5 493,6)	3 535,5	(6 690,1)	4 417,0	(214,6)	157,4	(12 132,0)	7 881,4
Variation nette de l'actif	(5 655,5)	3 369,3	(7 891,3)	3 646,0	(171,0)	206,1	(13 415,9)	6 973,4
Actif au début	62 157,9	55 468,4	68 807,5	60 887,0	2 845,0	2 171,3	130 158,7	115 694,1
Actif à la fin	56 502,4 \$	58 837,7 \$	60 916,2 \$	64 533,0 \$	2 674,0 \$	2 377,4 \$	116 742,8 \$	122 667,5 \$

1) L'actif géré des fonds communs de placement en 2011 comprend un montant de 128 M\$ lié à l'acquisition de Partenaires en planification, le 1^{er} novembre 2010.

2) Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 13 M\$ et de (35) M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (39 M\$ et 19 M\$ en 2010).
Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,3 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,1 G\$ au 30 septembre 2010).

des exercices antérieurs a été ajusté au troisième trimestre de 2011 afin de refléter les changements apportés aux meilleures estimations de la direction relatives à l'état des déclarations de revenus.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les sections intitulées « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré s'établissait à 116,7 G\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 122,7 G\$ au 30 septembre 2010. Les tableaux 7 et 8 présentent les variations de l'actif géré.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 9 comprend les éléments suivants :

- Les résultats des sept derniers trimestres en vertu des IFRS et le rapprochement des mesures financières non

TABLEAU 8 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –
CUMUL ANNUEL DE 2011 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2010

Périodes de neuf mois closes les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL ¹⁾		DONNÉES CONSOLIDÉES ^{1), 2)}	
	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010
Fonds communs de placement								
Ventes brutes –								
marché monétaire	543,0 \$	520,2 \$	384,0 \$	430,1 \$	49,8 \$	35,5 \$	976,8 \$	985,8 \$
Ventes brutes – à long terme	4 192,9	3 840,8	4 172,2	3 924,6	365,9	321,2	8 729,8	8 086,6
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	4 735,9 \$	4 361,0 \$	4 556,2 \$	4 354,7 \$	415,7 \$	356,7 \$	9 706,6 \$	9 072,4 \$
Ventes nettes –								
marché monétaire	(8,4)\$	(86,3)\$	(109,1)\$	(265,1)\$	35,4 \$	19,3 \$	(82,1)\$	(332,1)\$
Ventes nettes – à long terme	205,1	377,6	(854,8)	(791,5)	133,4	123,1	(517,3)	(290,8)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	196,7 \$	291,3 \$	(963,9)\$	(1 056,6)\$	168,8 \$	142,4 \$	(599,4)\$	(622,9)\$
Comptes gérés à titre de sous- conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	– \$	– \$	3 658,6 \$	4 675,4 \$	– \$	– \$	3 260,6 \$	4 440,7 \$
Ventes nettes	–	–	(289,2)	(129,8)	–	–	(551,4)	(246,6)
Données combinées								
Ventes brutes	4 735,9 \$	4 361,0 \$	8 214,8 \$	9 030,1 \$	415,7 \$	356,7 \$	12 967,2 \$	13 513,1 \$
Ventes nettes	196,7	291,3	(1 253,1)	(1 186,4)	168,8	142,4	(1 150,8)	(869,5)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	196,7 \$	291,3 \$	(1 253,1)\$	(1 186,4)\$	168,8 \$	142,4 \$	(1 150,8)\$	(869,5)\$
Rendement du marché et produits	(5 479,6)	891,4	(6 177,0)	2 140,0	(182,9)	95,5	(11 589,9)	2 991,8
Variation nette de l'actif	(5 282,9)	1 182,7	(7 430,1)	953,6	(14,1)	237,9	(12 740,7)	2 122,3
Actif au début	61 785,3	57 655,0	68 346,3	63 579,4	2 688,1	2 139,5	129 483,5	120 545,2
Actif à la fin	56 502,4 \$	58 837,7 \$	60 916,2 \$	64 533,0 \$	2 674,0 \$	2 377,4 \$	116 742,8 \$	122 667,5 \$

1) L'actif géré des fonds communs de placement en 2011 comprend un montant de 128 M\$ lié à l'acquisition de Partenaires en planification, le 1^{er} novembre 2010.

2) Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 399 M\$ et de 264 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (235 M\$ et 117 M\$ en 2010).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,3 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,1 G\$ au 30 septembre 2010).

TABLEAU 9 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	IFRS				RÉFÉRENTIEL COMPTABLE ANTÉRIEUR			
	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010	T4 2009
Comptes consolidés de résultat (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	464,6 \$	491,8 \$	492,1 \$	479,1 \$	452,6 \$	455,5 \$	449,7 \$	449,7 \$
Honoraires d'administration	85,1	87,9	87,5	85,4	82,6	83,7	83,0	82,8
Honoraires de distribution	80,8	83,5	89,4	83,4	68,7	71,6	72,5	70,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	43,7	34,8	42,6	47,0	36,8	14,4	50,9	25,2
	674,2	698,0	711,6	694,9	640,7	625,2	656,1	628,2
Charges								
Commissions	219,0	229,1	233,8	221,6	207,5	212,1	213,9	213,7
Frais autres que les commissions	156,0	164,1	162,0	153,3	150,2	150,7	150,7	142,0
Charges d'intérêts	23,2	26,1	30,3	28,7	27,8	27,6	27,3	33,2
	398,2	419,3	426,1	403,6	385,5	390,4	391,9	388,9
Bénéfice avant les éléments suivants :	276,0	278,7	285,5	291,3	255,2	234,8	264,2	239,3
Éléments non récurrents liés à la transition								
aux IFRS	–	–	–	(29,3)	–	–	–	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	–	–	(8,2)	–	–	–
Charge hors trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	–	–	(76,5)
Prime versée au rachat des actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	(14,4)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	276,0	278,7	285,5	262,0	247,0	234,8	264,2	148,4
Impôt sur le résultat	60,8	63,7	72,1	72,2	71,9	56,4	69,3	36,2
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	215,2	215,0	213,4	189,8	175,1	178,4	194,9	112,2
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	31,0	1,1	0,9	1,4	0,5	(0,4)	0,2	1,5
Bénéfice net	246,2	216,1	214,3	191,2	175,6	178,0	195,1	113,7
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	3,5	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	244,0 \$	213,9 \$	212,1 \$	189,0 \$	173,4 \$	175,8 \$	191,6 \$	113,7 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹⁾ (en M\$)								
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires								
ordinaires – Mesure non définie par les IFRS	213,0 \$	212,8 \$	211,2 \$	209,4 \$	181,1 \$	176,2 \$	191,4 \$	175,0 \$
Autres éléments :								
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	31,0	1,1	0,9	1,4	0,5	(0,4)	0,2	1,5
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, déduction faite de l'impôt	–	–	–	(21,8)	–	–	–	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	–	–	(8,2)	–	–	–
Charge hors trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	–	–	–	(66,2)
Économie d'impôt hors trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	17,8
Prime versée au rachat des actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	(14,4)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS ou référentiel comptable antérieur	244,0 \$	213,9 \$	212,1 \$	189,0 \$	173,4 \$	175,8 \$	191,6 \$	113,7 \$
Bénéfice par action (c)								
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires ¹⁾								
– De base	83	82	81	80	69	67	73	66
– Dilué	82	82	81	80	69	67	73	66
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– De base	95	83	82	73	66	67	73	43
– Dilué	94	82	81	72	66	67	73	43
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en G\$)								
	103,5 \$	109,9 \$	110,0 \$	105,0 \$	99,4 \$	100,5 \$	100,4 \$	98,6 \$
Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en G\$)								
	97,7 \$	108,6 \$	111,7 \$	107,9 \$	102,3 \$	96,5 \$	102,8 \$	100,4 \$
Total de l'actif géré (en G\$)								
	116,7 \$	130,2 \$	134,1 \$	129,5 \$	122,7 \$	115,7 \$	123,4 \$	120,5 \$

1) Se reporter à la section Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion ainsi qu'au rapport de gestion du premier trimestre de 2011 et au rapport de gestion contenu dans le rapport annuel de 2010 pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS ou non définies par le référentiel comptable antérieur pour les autres périodes.

définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

- Les résultats du quatrième trimestre de 2009 en vertu du référentiel comptable antérieur et le rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR du Canada et du bénéfice net conformément au référentiel comptable antérieur.

Le bénéfice opérationnel trimestriel attribuable aux actionnaires ordinaires dépend principalement du volume de l'actif géré des fonds communs de placement. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est présentée dans le tableau 9. L'amélioration de la conjoncture à partir du deuxième trimestre de 2009 a donné lieu à une

augmentation des niveaux de la moyenne quotidienne de l'actif géré aux troisième et quatrième trimestres de 2009. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est demeurée relativement stable pour chacun des trois premiers trimestres de 2010 et a augmenté au quatrième trimestre de 2010, parallèlement à l'amélioration de la conjoncture pendant ces trimestres. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté au premier trimestre de 2011 et est demeurée relativement stable au deuxième trimestre de 2011. Le recul des marchés nationaux et internationaux a donné lieu à une diminution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement au troisième trimestre de 2011.

Groupe Investors

Revue des activités

STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Le Groupe Investors cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent. La stratégie d'entreprise du Groupe Investors est axée sur les points suivants :

1. L'élargissement de notre réseau de distribution par l'augmentation du nombre de bureaux régionaux, le recrutement de nouveaux conseillers au sein de notre secteur et le soutien continu à l'égard de la croissance et du perfectionnement de nos conseillers actuels.
2. L'importance accordée à la prestation de conseils et de services de planification financière ainsi qu'à l'offre de produits connexes par l'entremise de notre réseau exclusif de conseillers.
3. La prestation d'un niveau adéquat de soutien administratif à nos conseillers et à nos clients, notamment le maintien d'une communication active durant tous les cycles économiques.
4. La diversification de l'éventail de produits offerts par le Groupe Investors afin de continuer à développer des relations durables avec la clientèle.
5. La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers, ce qui permet d'accroître l'efficacité et de mieux contrôler les dépenses.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services de planification financière personnelle à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada. L'ouverture de cinq nouveaux bureaux régionaux, à Drummondville (Québec), à Terrebonne (Québec), à London (Ontario), à Grande Prairie (Alberta), et dans le sud de l'Okanagan (Colombie-Britannique), a été annoncée en 2011, ce qui portera à 106 le nombre de bureaux régionaux faisant partie de notre réseau.

Au 30 septembre 2011, le Groupe Investors comptait 4 595 conseillers, comparativement à 4 592 au 30 juin 2011, à 4 686 à la fin de 2010 et à 4 683 à l'exercice précédent. Au début de 2011, le Groupe Investors a apporté des améliorations à ses pratiques de sélection et de recrutement, qui profiteront à la croissance future du réseau de conseillers. Ce changement a toutefois donné lieu à une réduction à court terme du nombre de conseillers nommés. Le nombre de conseillers dont le contrat a pris fin au troisième

trimestre de 2011 est inférieur à celui des récentes périodes correspondantes.

Le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience totalisait 2 674 au 30 septembre 2011, comparativement à 2 659 au 30 juin 2011, à 2 641 à la fin de 2010 et à 2 625 à l'exercice précédent.

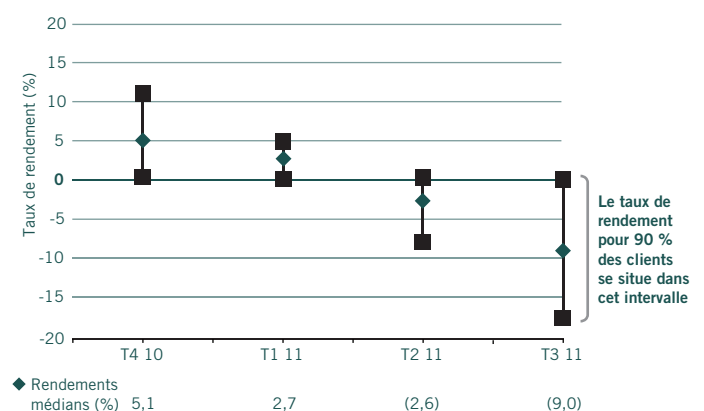
SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS ET COMMUNICATIONS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, un soutien efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par le bureau principal de la Société au Québec, appelé Direction générale du Québec, et situé à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social de la Société, situé à Winnipeg. La Direction générale du Québec emploie environ 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions à l'appui des quelque 800 conseillers à l'échelle du Québec et du réseau de bureaux régionaux au Québec. L'ouverture de deux nouveaux bureaux régionaux, à Drummondville et à Terrebonne, a été annoncée en 2011, ce qui portera à 19 le nombre de bureaux régionaux faisant partie de ce réseau. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec dépassait 9 G\$ au 30 septembre 2011.

Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces

Taux de rendement pour les clients au cours du trimestre



portefeuilles au cours du trimestre. Chaque client obtiendra un rendement différent selon le solde de ses retraits et mises de fonds et selon ses portefeuilles de fonds au cours de chaque trimestre, comme l'illustre le graphique suivant. Ce graphique présente les taux de rendement médians des clients pour chacun des quatre derniers trimestres, ainsi que les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des clients du Groupe Investors.

Pour la période de 12 mois se clôturant le 30 septembre 2011, le taux de rendement médian pour les clients était d'environ (5,0) %.

Les communications avec les conseillers et les clients ont augmenté de façon considérable en raison de la forte volatilité des marchés au cours des dernières années. Nos conseillers, à leur tour, ont maintenu de solides relations avec les clients, insistant sur l'importance d'une planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié. Des sondages continus réalisés auprès de nos clients révèlent une grande satisfaction face à la valeur des conseils prodigués par nos conseillers durant tous les cycles économiques.

ACTIF GÉRÉ

Le niveau de l'actif géré des fonds communs de placement est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et la valeur liquidative de l'actif de nos fonds. Les variations de l'actif géré pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 10.

Rendement des fonds

Au 30 septembre 2011, 58 % des fonds communs de placement du Groupe Investors (fonds Investors, fonds de partenaires et fonds de portefeuille) étaient cotés trois étoiles ou mieux par le service de cotation de fonds Morningstar[†] et 13 % étaient cotés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 67 % pour les fonds cotés trois étoiles ou plus et de 28 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 30 septembre 2011. La Cote Morningstar[†] est une mesure quantitative objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables.

TABLEAU 10 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010
Ventes	1 285,4 \$	1 404,6 \$	1 164,7 \$	(8,5) %	10,4 %
Rachats	1 447,3	1 550,0	1 330,9	(6,6)	8,7
Ventes nettes (rachats nets)	(161,9)	(145,4)	(166,2)	(11,3)	2,6
Rendement du marché et produits	(5 493,6)	(1 745,3)	3 535,5	(214,8)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	(5 655,5)	(1 890,7)	3 369,3	(199,1)	n.s.
Actif au début	62 157,9	64 048,6	55 468,4	(3,0)	12,1
Actif à la fin	56 502,4 \$	62 157,9 \$	58 837,7 \$	(9,1) %	(4,0) %
Actif quotidien moyen	59 384,3 \$	62 848,4 \$	57 165,7 \$	(5,5) %	3,9 %
<hr/>					
Périodes de neuf mois closes les (en M\$)			30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)
Ventes			4 735,9 \$	4 361,0 \$	8,6 %
Rachats			4 539,2	4 069,7	11,5
Ventes nettes			196,7	291,3	(32,5)
Rendement du marché et produits			(5 479,6)	891,4	n.s.
Variation de l'actif, montant net			(5 282,9)	1 182,7	n.s.
Actif au début			61 785,3	57 655,0	7,2
Actif à la fin			56 502,4 \$	58 837,7 \$	(4,0) %
Actif quotidien moyen			61 733,0 \$	57 588,2 \$	7,2 %

Ajouts à l'offre de produits de fonds communs de placement

Le 23 septembre 2011, le Groupe Investors a annoncé l'ajout de trois nouveaux mandats d'actions à sa gamme de produits. Les nouveaux mandats sont le Fonds d'actions canadiennes de base Investors et la Catégorie Actions canadiennes de base Investors, le Fonds d'actions américaines de base Investors et la Catégorie Actions américaines de base Investors, ainsi que le Fonds de croissance É.-U. IG Putnam et la Catégorie Croissance É.-U. IG Putnam.

Le Fonds d'actions canadiennes de base Investors et la Catégorie Actions canadiennes de base Investors, et le Fonds d'actions américaines de base Investors et la Catégorie Actions américaines de base Investors devraient représenter des placements de base dans un portefeuille et refléteront respectivement les marchés canadien et américain dans leur ensemble. Le Fonds de croissance É.-U. IG Putnam et la Catégorie Croissance É.-U. IG Putnam seront principalement investis dans des actions américaines offrant des perspectives de croissance supérieures à la moyenne.

Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, ces nouveaux mandats devraient être disponibles à la fin de novembre 2011.

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats de 2011 comparativement à ceux de 2010

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 56,5 G\$ au 30 septembre 2011, soit une baisse de 4,0 % comparativement à 58,8 G\$ au 30 septembre 2010. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 59,4 G\$ au troisième trimestre de 2011, en hausse de 3,9 % comparativement à 57,2 G\$ au troisième trimestre de 2010.

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,3 G\$, soit une hausse de 10,4 % par rapport à 2010. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,4 G\$, comparativement à 1,3 G\$ en 2010. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,7 % au 30 septembre 2011, comparativement à 8,1 % au 30 septembre 2010, et demeure bien plus faible que le plus récent taux de rachat moyen correspondant disponible, qui était d'environ 15,5 % pour tous les autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 juin 2011. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 162 M\$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à des rachats nets de 166 M\$ en 2010. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,1 G\$

au troisième trimestre de 2011, comparativement à 1,0 G\$ en 2010, soit une hausse de 11,5 %. Les rachats nets de fonds à long terme se sont établis à 148 M\$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à des rachats nets de 131 M\$ en 2010. Au cours du troisième trimestre, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une diminution de 5,5 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 3,5 G\$ au troisième trimestre de 2010.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 4,7 G\$, soit une hausse de 8,6 % par rapport à 2010. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,5 G\$, comparativement à 4,1 G\$ en 2010. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 197 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2011, comparativement à des ventes nettes de 291 M\$ en 2010. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 4,2 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2011, comparativement à 3,8 G\$ en 2010, soit une hausse de 9,2 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 205 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2011, comparativement à des ventes nettes de 378 M\$ en 2010. Au cours de la période de neuf mois, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une diminution de 5,5 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 891 M\$ en 2010.

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats du troisième trimestre de 2011 comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2011

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 56,5 G\$ au 30 septembre 2011, soit une baisse de 9,1 % comparativement à 62,2 G\$ au 30 juin 2011. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 59,4 G\$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à 62,8 G\$ au deuxième trimestre de 2011, soit une diminution de 5,5 %.

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,3 G\$, soit une baisse de 8,5 % par rapport au deuxième trimestre de 2011. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,4 G\$ pour le même trimestre, en baisse de 6,6 % par rapport au trimestre précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 162 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 145 M\$ au trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies

à 1,1 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,2 G\$ au trimestre précédent, soit une baisse de 10,7 %. Les rachats nets de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 148 M\$, comparativement à des rachats nets de 120 M\$ au trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

Fonds distincts

La gamme de fonds distincts de la Great-West, appelés fonds de placement garanti, comprend 14 fonds de fonds distincts et 6 fonds distincts. Ces fonds offrent un éventail élargi de garanties en cas de décès et à l'échéance et certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 30 septembre 2011, le total de l'actif des fonds distincts s'établissait à 961 M\$, comparativement à 774 M\$ en 2010.

Assurance

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 15,7 M\$ comparativement à 14,1 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 11,3 %. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les ventes de produits d'assurance ont atteint 46,7 M\$ comparativement à 41,4 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 12,7 %.

Opérations sur titres

Le Groupe Investors fournit à ses clients des services liés aux valeurs mobilières par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. Au 30 septembre 2011, le total de l'actif administré atteignait 5,9 G\$, soit le même montant qu'au 30 septembre 2010.

Prêts hypothécaires

Les clients qui cherchent des prêts hypothécaires résidentiels sont dirigés vers les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors qui montent les prêts hypothécaires dans des marchés résidentiels clés. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 347 M\$, comparativement à 238 M\$ en 2010.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 1,1 G\$, contre 925 M\$ en 2010. Au 30 septembre 2011, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors totalisaient 6,1 G\$, comparativement à 5,7 G\$ au 31 décembre 2010.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors ont reçu l'approbation de la SCHL à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation auxquels participent ces filiales comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Solutions Bancaires[†]

Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors continue d'être très utilisé par les conseillers et les clients. L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Les produits et services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. Les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires[†] s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière.

Produits et services additionnels

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 11.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de

produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires¹ et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 283,0 M\$ au troisième trimestre de 2011, en hausse de 8,5 M\$, ou 3,1 %, par rapport à 274,5 M\$ en

TABLEAU 11 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010
Produits					
Honoraires de gestion	283,0 \$	298,7 \$	274,5 \$	(5,3) %	3,1 %
Honoraires d'administration	55,5	58,3	53,3	(4,8)	4,1
Honoraires de distribution	46,8	47,3	43,2	(1,1)	8,3
	385,3	404,3	371,0	(4,7)	3,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	20,7	12,8	19,0	61,7	8,9
	406,0	417,1	390,0	(2,7)	4,1
Charges					
Commissions	67,5	68,1	65,9	(0,9)	2,4
Primes de rétention de l'actif	53,9	56,8	51,0	(5,1)	5,7
Frais autres que les commissions	86,3	92,1	78,9	(6,3)	9,4
	207,7	217,0	195,8	(4,3)	6,1
Bénéfice avant intérêts et impôt	198,3 \$	200,1 \$	194,2 \$	(0,9) %	2,1 %
Périodes de neuf mois closes les					
(en M\$)			30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			879,3 \$	821,9 \$	7,0 %
Honoraires d'administration			171,7	162,4	5,7
Honoraires de distribution			141,8	129,9	9,2
			1 192,8	1 114,2	7,1
Produits tirés des placements nets et autres produits			55,0	36,8	49,5
			1 247,8	1 151,0	8,4
Charges					
Commissions			203,6	197,8	2,9
Primes de rétention de l'actif			166,9	153,9	8,4
Frais autres que les commissions			264,2	244,0	8,3
			634,7	595,7	6,5
Bénéfice avant intérêts et impôt			613,1 \$	555,3 \$	10,4 %

2010. Les honoraires de gestion se sont établis à 879,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, soit une hausse de 57,4 M\$, ou 7,0 %, comparativement à 821,9 M\$ en 2010. L'augmentation des honoraires de gestion pour ces deux périodes résulte principalement de l'augmentation de 3,9 % et de 7,2 %, respectivement, de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme il est indiqué dans le tableau 10. Les honoraires de gestion représentaient 189 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement au troisième trimestre de 2011, comparativement à 191 points de base en 2010. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les honoraires de gestion représentaient 190 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 191 points de base en 2010. Par ailleurs, le Groupe Investors a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ses fonds du marché monétaire afin de s'assurer que ces fonds continuent de donner un rendement positif, ce qui a eu une incidence sur les produits tirés des honoraires de gestion et les taux moyens des honoraires de gestion pour toutes les périodes considérées. Ces renoncements ont totalisé 1,1 M\$ et 3,1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement, en 2011, comparativement à 1,5 M\$ et à 5,3 M\$, respectivement, à l'exercice précédent.

Les honoraires d'administration ont totalisé 55,5 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 53,3 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 4,1 %. Les honoraires d'administration se sont élevés à 171,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, comparativement à 162,4 M\$ en 2010. Ces hausses résultent principalement des augmentations de 3,9 % et de 7,2 %, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois, de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement. La hausse pour la période de neuf mois est contrebalancée en partie par l'incidence de la diminution du taux fixe des frais d'administration payés par certains fonds communs de placement en vigueur le 1^{er} juillet 2010.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition différés.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- La prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires¹, en vertu d'une entente conclue avec la Banque Nationale du Canada.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 46,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2011, en hausse de 3,6 M\$ par rapport à 43,2 M\$ en 2010. Les honoraires de distribution se sont chiffrés à 141,8 M\$ pour la période de neuf mois, en hausse de 11,9 M\$ par rapport à 129,9 M\$ en 2010. Les augmentations pour les deux périodes de 2011 par rapport à 2010 tiennent principalement à la hausse des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance et des services liés aux valeurs mobilières. Les produits tirés des frais de rachat ont augmenté de 0,1 M\$ pour atteindre 11,6 M\$ au troisième trimestre de 2011 par rapport à 2010. Les produits tirés des frais de rachat ont augmenté de 2,1 M\$ pour atteindre 37,9 M\$ au cours de la période de neuf mois. Les produits tirés des frais de rachat peuvent varier en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires, ainsi que les intérêts réalisés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres et les prêts hypothécaires liés aux activités d'intermédiaire. Le Groupe Investors comptabilise les produits tirés des placements nets à titre d'écart entre les produits tirés des placements et les charges d'intérêts. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur le passif-dépôts et sur la dette bancaire, le cas échéant.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 20,7 M\$ au troisième trimestre de 2011, en hausse de 1,7 M\$ par rapport à 19,0 M\$ en 2010. Les produits tirés des placements nets et autres produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 ont totalisé 55,0 M\$, soit une hausse de 18,2 M\$, comparativement à 36,8 M\$ en 2010. Les augmentations des produits tirés des placements nets sont principalement liées aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors. Le tableau 12 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et la période de neuf mois considérés.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 20,3 M\$ et 54,0 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, comparativement à 19,1 M\$ et à 37,9 M\$ pour les périodes correspondantes de 2010, en hausse de 1,2 M\$ et de 16,1 M\$, respectivement, principalement en raison de ce qui suit :

- Les ajustements de la juste valeur, relatifs aux instruments financiers et aux swaps de taux d'intérêt utilisés aux fins de couverture lors de transactions de titrisation et pour des prêts hypothécaires détenus temporairement qui sont classés comme détenus à des fins de transaction.

Les variations négatives de la juste valeur découlant des

TABLEAU 12 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

(en M\$)	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010
(Aux)					
Prêts hypothécaires gérés	6 135 \$	5 982 \$	5 683 \$	2,6 %	8,0 %
Prêts hypothécaires détenus temporairement¹⁾	372 \$	363 \$	224 \$	2,5 %	66,1 %
(Trimestres clos les)					
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Programmes TH LNH et OHC	2 483 \$	2 300 \$	1 853 \$	8,0 %	34,0 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	955	1 108	1 432	(13,8)	(33,3)
Titrisations	3 438	3 408	3 285	0,9	4,7
Autres	2 652	2 511	2 382	5,6	11,3
	6 090 \$	5 919 \$	5 667 \$	2,9 %	7,5 %
Prêts hypothécaires montés²⁾	347 \$	404 \$	238 \$	(14,1) %	45,8 %
Ventes de prêts hypothécaires³⁾ aux parties suivantes :					
Titrisations	344 \$	236 \$	352 \$	45,8 %	(2,3) %
Autres ⁴⁾	223	189	224	18,0	(0,4)
	567 \$	425 \$	576 \$	33,4 %	(1,6) %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	36,9 \$	36,2 \$	38,3 \$	1,9 %	(3,7) %
Charges d'intérêts	(21,2)	(20,6)	(18,1)	(2,9)	(17,1)
Produits d'intérêts nets	15,7	15,6	20,2	0,6	(22,3)
Profit sur ventes ⁵⁾	6,8	2,2	4,0	n.s.	70,0
Ajustements de la juste valeur et autres produits	(2,2)	(5,2)	(5,1)	(57,7)	56,9
	20,3 \$	12,6 \$	19,1 \$	61,1 %	6,3 %

1) Les activités liées aux prêts hypothécaires détenus temporairement comprennent les financements, les renouvellements et les refinancements de prêts hypothécaires.

2) Excluent les renouvellements et les refinancements.

3) Représentent les montants en capital vendus.

4), 5) Représentent les ventes aux deux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés et au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

fluctuations des taux d'intérêt se sont chiffrées à 1,2 M\$ et à 5,8 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, comparativement à 6,3 M\$ et à 39,2 M\$ pour les périodes correspondantes de 2010. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque sont présentées plus en détail à la section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.

- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 6,8 M\$ et 12,3 M\$ pour le

trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 comparativement à 4,0 M\$ et à 9,2 M\$ pour les périodes correspondantes de 2010. La hausse des profits témoigne de l'amélioration des marges nettes d'intérêts réalisées au cours des périodes considérées.

La hausse susmentionnée des produits tirés des activités bancaires hypothécaires a été partiellement contrebalancée par des diminutions des produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés, qui ont diminué de 4,5 M\$ et de 15,4 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre

TABLEAU 12 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS (SUITE)

(en M\$)	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)
(Périodes de neuf mois closes les)			
Prêts hypothécaires gérés			
Programmes TH LNH et OHC	2 306 \$	1 664 \$	38,6 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 108	1 567	(29,3)
Titrisations	3 414	3 231	5,7
Autres	2 513	2 302	9,2
	5 927 \$	5 533 \$	7,1 %
Prêts hypothécaires montés²⁾	1 081 \$	925 \$	16,9 %
Ventes de prêts hypothécaires³⁾ aux parties suivantes :			
Titrisations	871 \$	907 \$	(4,0) %
Autres ⁴⁾	610	657	(7,2)
	1 481 \$	1 564 \$	(5,3) %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires			
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés			
Produits d'intérêts	109,8 \$	111,5 \$	(1,5) %
Charges d'intérêts	(62,2)	(48,5)	(28,2)
Produits d'intérêts nets	47,6	63,0	(24,4)
Profit sur ventes ⁵⁾	12,3	9,2	33,7
Ajustements de la juste valeur et autres produits	(5,9)	(34,3)	82,8
	54,0 \$	37,9 \$	42,5 %

2011 pour atteindre 15,7 M\$ et 47,6 M\$, respectivement, et ce, pour les raisons suivantes :

- Une baisse de la marge nette de produits d'intérêts résultant de la hausse des taux liés au papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »), qui représente une tranche de 1,7 M\$ et de 7,6 M\$ de la diminution pour les périodes respectives.
- Une diminution de la marge nette de produits d'intérêts par suite de l'augmentation de la proportion de prêts titrisés contenue dans le Programme OHC, qui est passée de 56,4 % au 30 septembre 2010 à 72,2 % au 30 septembre 2011. À l'heure actuelle, la marge nette des produits d'intérêts sur les prêts titrisés en vertu du Programme OHC est inférieure à celle des prêts des programmes de PCAA.

Charges

Le Groupe Investors verse des commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées

au moment de la vente de ces produits et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. Au troisième trimestre de 2011, les commissions ont augmenté de 1,6 M\$ pour s'établir à 67,5 M\$, comparativement à 65,9 M\$ en 2010. Pour la période de neuf mois, les commissions ont augmenté de 5,8 M\$, pour atteindre 203,6 M\$ comparativement à 197,8 M\$ en 2010. Ces hausses sont attribuables à l'augmentation du volume de fonds communs de placement et d'autres produits et services financiers distribués.

Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif sont constituées des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif sont versées mensuellement, et leur calcul est fondé sur la valeur de

l'actif géré. La charge liée aux primes de rétention de l'actif a augmenté de 2,5 M\$ et de 11,7 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, pour s'établir à 45,5 M\$ et à 141,7 M\$, respectivement, comparativement à 2010. Ces augmentations découlent principalement de la variation de l'actif géré moyen.

- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont versées annuellement, sont une composante de la rémunération différée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers et sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice. La charge liée aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a augmenté de 0,4 M\$ et de 1,3 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois, pour s'établir à 8,4 M\$ et à 25,2 M\$, respectivement, comparativement à 2010.

Les frais autres que les commissions engagés par le Groupe Investors sont principalement liés au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés aux fonds communs de placement gérés. Les frais autres que les commissions se sont chiffrés à 86,3 M\$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à 78,9 M\$ en 2010, ce qui représente une augmentation de 7,4 M\$, ou 9,4 %. Les frais autres que les commissions se sont chiffrés à 264,2 M\$ au cours de la période de neuf mois, comparativement à 244,0 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 20,2 M\$, ou 8,3 %.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de gestion ont diminué de 15,7 M\$, ou 5,3 %, pour s'établir à 283,0 M\$ au troisième trimestre de 2011, par rapport au deuxième trimestre de 2011. Le troisième trimestre de 2011 comptait une journée civile de plus que le deuxième trimestre de 2011, ce qui a donné lieu à une hausse de 3,3 M\$ des produits tirés des honoraires pour le trimestre considéré. Exception faite de l'incidence de cette journée civile supplémentaire au cours du trimestre considéré, les produits tirés des honoraires de gestion ont diminué, conformément à la diminution de 5,5 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme l'illustre le tableau 10, et à la diminution du taux des honoraires de gestion, établi à 189 points de base de la moyenne de l'actif des fonds communs de

placement, comparativement à 191 points de base au trimestre précédent. Les renoncations relatives aux fonds du marché monétaire ont totalisé 1,1 M\$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à 1,0 M\$ au deuxième trimestre.

Les honoraires d'administration ont diminué pour s'établir à 55,5 M\$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à 58,3 M\$ au deuxième trimestre de 2011, principalement en raison de la diminution de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 46,8 M\$ au troisième trimestre de 2011, en baisse de 0,5 M\$ par rapport à 47,3 M\$ au deuxième trimestre. Cette baisse est principalement imputable à une diminution de 1,0 M\$ des produits tirés des frais de rachat, contrebalancée en partie par une augmentation des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 20,7 M\$ au troisième trimestre de 2011, en hausse de 7,9 M\$ par rapport à 12,8 M\$ au trimestre précédent. L'augmentation des produits tirés des placements nets est principalement liée aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 20,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, en hausse de 7,7 M\$ par rapport à 12,6 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 12. Comme il a déjà été mentionné, la Société a constaté des ajustements défavorables de la juste valeur de 1,2 M\$ au cours du trimestre, contre 4,2 M\$ au trimestre précédent. Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 6,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, comparativement à 2,2 M\$ au trimestre précédent, par suite de la hausse des marges nettes d'intérêts.

Charges

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 67,5 M\$, comparativement à 68,1 M\$ au trimestre précédent. Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif ont diminué de 2,9 M\$ pour s'établir à 53,9 M\$ au troisième trimestre de 2011.

Les frais autres que les commissions ont diminué de 5,8 M\$ pour s'établir à 86,3 M\$ au troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre, principalement en raison du caractère saisonnier des charges liées au soutien du réseau de conseillers et à l'exploitation des fonds communs de placement.

Mackenzie

Revue des activités

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des courtiers, des conseillers, des investisseurs et des employés convergent. La démarche d'entreprise de Mackenzie suit les tendances et les pratiques actuelles du secteur des services financiers à l'échelle mondiale et notre plan stratégique se concentre sur les points suivants :

1. L'atteinte de résultats de placements à long terme constants.
2. L'offre d'une gamme diversifiée de solutions de placement pour les conseillers financiers et les investisseurs.
3. L'établissement et le renforcement continus de nos relations de distribution.
4. La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant les ressources sur les initiatives qui profitent directement à la gestion de placements, à la distribution et au service à la clientèle.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Notre modèle de vente est fondé sur une multitude de canaux de distribution externes qui offrent des conseils financiers aux investisseurs. Cette démarche est particulièrement pertinente dans la conjoncture actuelle puisque les investisseurs recherchent quelqu'un qui les aidera à préparer leurs plans financiers. Nous sommes convaincus du bien-fondé d'un partenariat avec le réseau de services-conseils pour l'avenir.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et le marché institutionnel. Mackenzie développe de nouvelles activités institutionnelles grâce à ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite, au moyen d'efforts de vente directe et en obtenant des mandats additionnels auprès de ses clients existants.

Mackenzie fait face à une solide concurrence de la part d'autres sociétés de gestion d'actifs, de banques, de compagnies d'assurances et d'autres institutions financières qui offrent leurs produits et leurs services à la clientèle visée par Mackenzie. Mackenzie continue de jouir d'une position enviable grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à sa vaste gamme de produits, à ses produits

offerts à des prix concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde au service à la clientèle en vue de poursuivre l'établissement et le renforcement de ses relations de distribution.

Vente de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. (« M.R.S. »)

Le 2 septembre 2011, Mackenzie a conclu une entente visant la vente de la totalité des actions ordinaires de M.R.S. La transaction devrait être conclue au quatrième trimestre de 2011, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires. La vente de M.R.S. permettra à Mackenzie de concentrer l'ensemble de ses ressources sur son activité principale, soit la gestion de placements.

La section intitulée « Revue des résultats opérationnels par secteur » du secteur Mackenzie, présentée dans ce rapport de gestion, ne tient pas compte des résultats opérationnels de M.R.S., qui ont été classés dans les activités abandonnées.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré est présenté au tableau 13.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les facteurs suivants : 1) l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements; 2) le volume des ventes par rapport au volume des rachats; 3) les acquisitions.

Le rendement de placement à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 30 septembre 2011, 52 %, 49 % et 52 % des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la cote attribuée par le service de cotation de fonds Morningstar[†]. Au 30 septembre 2011, 79 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie mesuré par Morningstar[†] était coté trois étoiles ou mieux et 44 % était coté quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 80 % pour les fonds cotés trois étoiles ou plus et de 39 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 30 septembre 2011.

La gamme diversifiée de produits de placements de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. Au cours du trimestre considéré, Mackenzie a continué d'ajuster sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. Les initiatives entreprises au cours du trimestre relativement aux produits comprennent ce qui suit :

TABLEAU 13 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010
Ventes	2 044,7 \$	2 683,9 \$	2 459,3 \$	(23,8) %	(16,9) %
Rachats	3 245,9	2 856,5	3 230,3	13,6	0,5
Ventes nettes (rachats nets)	(1 201,2)	(172,6)	(771,0)	(595,9)	(55,8)
Rendement du marché et produits	(6 690,1)	(1 698,8)	4 417,0	(293,8)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	(7 891,3)	(1 871,4)	3 646,0	(321,7)	n.s.
Actif au début	68 807,5	70 678,9	60 887,0	(2,6)	13,0
Actif à la fin	60 916,2 \$	68 807,5 \$	64 533,0 \$	(11,5) %	(5,6) %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	38 527,2 \$	43 601,3 \$	41 111,6 \$	(11,6) %	(6,3) %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	22 389,0	25 206,2	23 421,4	(11,2)	(4,4)
	60 916,2 \$	68 807,5 \$	64 533,0 \$	(11,5) %	(5,6) %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	41 326,4 \$	44 176,0 \$	39 980,5 \$	(6,5) %	3,4 %
Total de l'actif moyen mensuel¹⁾	65 415,9 \$	69 934,2 \$	62 656,1 \$	(6,5) %	4,4 %
Périodes de neuf mois closes les (en M\$)			30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)
Ventes			8 214,8 \$	9 030,1 \$	(9,0) %
Rachats			9 467,9	10 216,5	(7,3)
Ventes nettes (rachats nets)			(1 253,1)	(1 186,4)	(5,6)
Rendement du marché et produits			(6 177,0)	2 140,0	n.s.
Variation de l'actif, montant net			(7 430,1)	953,6	n.s.
Actif au début			68 346,3	63 579,4	7,5
Actif à la fin			60 916,2 \$	64 533,0 \$	(5,6) %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement			43 229,9 \$	40 313,0 \$	7,2 %
Total de l'actif moyen mensuel¹⁾			68 194,0 \$	63 245,5 \$	7,8 %

1) En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes.

- Le 5 août, Mackenzie a annoncé un changement de portefeuille pour les fonds suivants : Fonds international d'actions Mackenzie Universal, Catégorie Mackenzie Universal International d'actions, Catégorie Mackenzie Focus Extrême-Orient, Catégorie Mackenzie Focus Japon, Catégorie Mackenzie Focus International et Fonds Focus Canada Mackenzie.
- Le 22 septembre, Mackenzie a annoncé qu'elle avait nommé l'équipe de placement Mackenzie Sentinelle à titre de gestionnaire de la portion en titres à revenu fixe du Fonds canadien équilibré Mackenzie Universal.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Au 30 septembre 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 60,9 G\$, soit une baisse de 5,6 %, comparativement à 64,5 G\$ au 30 septembre 2010. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 38,5 G\$ au 30 septembre 2011, soit une baisse de 6,3 % comparativement à 41,1 G\$ au 30 septembre 2010. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de

Mackenzie se chiffraient à 22,4 G\$ au 30 septembre 2011, soit une baisse de 4,4 % par rapport à 23,4 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 2,0 G\$, soit une baisse de 16,9 %, comparativement à 2,5 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période considérée, les rachats, chiffrés à 3,2 G\$, sont demeurés stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les rachats nets pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 se sont établis à 1,2 G\$, comparativement à des rachats nets de 0,8 G\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une diminution de l'actif de 6,7 G\$, comparativement à une augmentation de 4,4 G\$ en 2010.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2010, les ventes brutes de Mackenzie ont augmenté de 0,5 G\$ et les rachats, de 0,4 G\$, en raison des transactions de rééquilibrage réalisées par deux investisseurs institutionnels.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 8,2 G\$, soit une baisse de 9,0 %, comparativement à 9,0 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats se sont chiffrés à 9,5 G\$, soit une baisse de 7,3 %, comparativement à 10,2 G\$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les rachats nets se sont chiffrés à 1,3 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,2 G\$ à l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une diminution de l'actif de 6,2 G\$, comparativement à une augmentation de 2,1 G\$ en 2010.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les rachats pour les fonds communs de placement à long terme se sont établis à 5,0 G\$, comparativement à des rachats de 4,7 G\$ à l'exercice précédent. Au 30 septembre 2011, le taux de rachat en glissement sur douze mois de

Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 16,2 %, soit le même taux qu'à l'exercice précédent. Le plus récent taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds à long terme disponible pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 14,6 % au 30 juin 2011. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'acquisition, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et à frais de rachat.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

Au 30 septembre 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 60,9 G\$, soit une baisse de 11,5 %, comparativement à 68,8 G\$ au 30 juin 2011, comme le présente le tableau 13. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie a diminué de 5,1 G\$, ou 11,6 %, pour s'établir à 38,5 G\$ au cours du trimestre, et les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie ont diminué de 2,8 G\$, ou 11,2 %, pour s'établir à 22,4 G\$ au 30 septembre 2011.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,7 G\$, comparativement à 1,5 G\$ au trimestre clos le 30 juin 2011. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 16,4 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, comparativement à 14,1 % au deuxième trimestre de 2011.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le tableau 14 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Produits

Les produits tirés des honoraires de gestion de Mackenzie proviennent des services qu'elle offre à titre de gestionnaire des fonds communs de placement Mackenzie et à titre de

conseiller en placements pour les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes institutionnels. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants. Mackenzie offre également certaines séries de ses fonds communs de placement assorties de frais de gestion pour des programmes tarifés, une clientèle institutionnelle et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et des courtiers en valeurs mobilières. Mackenzie ne verse pas de commissions pour

TABLEAU 14 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – MACKENZIE¹⁾

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010
Produits					
Honoraires de gestion	170,4 \$	181,7 \$	168,8 \$	(6,2) %	0,9 %
Honoraires d'administration	26,9	27,0	27,1	(0,4)	(0,7)
Honoraires de distribution	4,6	4,8	5,0	(4,2)	(8,0)
	201,9	213,5	200,9	(5,4)	0,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,2	0,2	(0,3)	n.s.	n.s.
	203,1	213,7	200,6	(5,0)	1,2
Charges					
Commissions	22,8	23,6	25,8	(3,4)	(11,6)
Commissions de suivi	46,6	50,5	44,6	(7,7)	4,5
Frais autres que les commissions	58,6	60,5	57,9	(3,1)	1,2
	128,0	134,6	128,3	(4,9)	(0,2)
Bénéfice avant intérêts et impôt	75,1 \$	79,1 \$	72,3 \$	(5,1) %	3,9 %
Périodes de neuf mois closes les					
(en M\$)			30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			535,4 \$	508,9 \$	5,2 %
Honoraires d'administration			80,9	80,6	0,4
Honoraires de distribution			15,3	16,7	(8,4)
			631,6	606,2	4,2
Produits tirés des placements nets et autres produits			2,2	(0,1)	n.s.
			633,8	606,1	4,6
Charges					
Commissions			72,1	81,8	(11,9)
Commissions de suivi			147,4	136,0	8,4
Frais autres que les commissions			182,6	176,0	3,8
			402,1	393,8	2,1
Bénéfice avant intérêts et impôt			231,7 \$	212,3 \$	9,1 %

1) Excluent les résultats opérationnels liés aux activités abandonnées.

ces séries de fonds communs de placement qui ne sont pas destinées aux épargnants. Au 30 septembre 2011, l'actif des fonds communs de placement dans ces séries de fonds s'établissait à 9,5 G\$, comparativement à 9,2 G\$ au 30 septembre 2010.

Les honoraires de gestion se sont établis à 170,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, soit une hausse de 1,6 M\$, ou 0,9 %, comparativement à 168,8 M\$ à l'exercice précédent. Les honoraires de gestion se sont établis à 535,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, soit une hausse de 26,5 M\$, ou 5,2 %, comparativement à 508,9 M\$ en 2010. L'augmentation des honoraires de gestion au cours des deux périodes est attribuable à la variation de la moyenne mensuelle du total de l'actif géré de Mackenzie combinée à une modification de la répartition de l'actif géré.

La moyenne mensuelle du total de l'actif géré s'est établie à 65,4 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, comparativement à 62,7 G\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 4,4 %. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, la moyenne mensuelle de l'actif géré total s'est établie à 68,2 G\$, comparativement à 63,2 G\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 7,8 %.

Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 103,3 points de base au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011 et 105,0 points de base au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, comparativement à 106,9 points de base et à 107,6 points de base, respectivement, en 2010. Les facteurs suivants ont contribué au recul net du taux moyen des honoraires de gestion par rapport à 2010 :

- L'actif de la clientèle institutionnelle et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants est assorti de frais de gestion moindres que les fonds communs de placement destinés aux épargnants. La proportion des comptes institutionnels et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants de Mackenzie a augmenté, en pourcentage du total de l'actif géré de Mackenzie, ce qui s'est traduit par une diminution du taux moyen des honoraires de gestion.
- Ce changement a été contrebalancé en partie par la diminution des renoncements aux honoraires de gestion relatifs aux fonds du marché monétaire de Mackenzie comparativement à l'exercice précédent, qui a donné lieu à une augmentation du taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie. Compte tenu de la faiblesse continue des taux d'intérêt enregistrés au cours de l'exercice considéré, Mackenzie a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ces fonds afin de

s'assurer qu'ils continuent de procurer un rendement net positif aux investisseurs. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, Mackenzie a renoncé à des honoraires de gestion de 0,1 M\$ et de 0,2 M\$, respectivement, relativement à ses fonds du marché monétaire, comparativement à 0,9 M\$ et à 5,0 M\$ en 2010.

Les honoraires d'administration sont principalement liés à la prestation de services à l'égard des fonds communs de placement de Mackenzie.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 26,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, comparativement à 27,1 M\$ en 2010. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 80,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, comparativement à 80,6 M\$ en 2010.

Depuis le 1^{er} août 2007, Mackenzie assume les charges opérationnelles des fonds Mackenzie autres que la TPS et la TVH et certains frais déterminés associés aux fonds, moyennant des frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds, en fonction des critères suivants :

- Du 1^{er} août 2007 au 31 décembre 2009, et par la suite le cas échéant, les fonds qui existaient au 1^{er} août 2007 pourraient devoir payer à Mackenzie un ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries de Mackenzie qui étaient visés par la proposition touchant la méthode d'imputation des frais d'administration, approuvée par les investisseurs le 7 août 2007, diminue pour atteindre 95 % du total de l'actif net au 1^{er} août 2007. Si ce montant est payable, Mackenzie aura droit à un ajustement lié aux charges opérationnelles pour ce mois, et ce, pour chacun des fonds et chacune des séries, ajustement qui fera en sorte que toutes les séries, collectivement, paieront pour le mois en question les frais d'administration qu'elles auraient payés si l'actif net mensuel avait totalisé 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007 tout au long du mois.
- Puisque le volume de l'actif des fonds communs de placement admissible au 31 décembre 2009 était inférieur à 95 % du volume de l'actif net au 1^{er} août 2007, l'ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles se poursuit jusqu'au premier mois où le volume de l'actif moyen dépassera 95 % du volume de l'actif net au 1^{er} août 2007. Si, au cours d'un mois ultérieur, l'actif net mensuel augmente pour s'établir à un montant équivalent ou supérieur à 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007, l'ajustement lié aux charges opérationnelles ne sera plus payable.

En raison du volume de l'actif de ses fonds communs de placement, Mackenzie a continué de recevoir un ajustement lié aux charges opérationnelles au cours du trimestre considéré. Les honoraires d'administration incluent des ajustements liés aux charges opérationnelles de 3,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 et de 7,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, comparativement à 3,8 M\$ et à 10,2 M\$, respectivement, en 2010.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actif de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après sept ans. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais modérés commencent à 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après trois ans. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 4,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, en baisse de 0,4 M\$ comparativement à 5,0 M\$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 15,3 M\$, en baisse de 1,4 M\$ comparativement à 16,7 M\$ en 2010.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 128,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, ce qui représente une baisse de 0,3 M\$, ou 0,2 %, par rapport à 128,3 M\$ à l'exercice précédent. Les charges se sont élevées à 402,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, en hausse de 8,3 M\$, ou 2,1 %, par rapport à 393,8 M\$ en 2010.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 22,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, comparativement à 25,8 M\$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, la

charge liée aux commissions s'est chiffrée à 72,1 M\$, comparativement à 81,8 M\$ en 2010. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition différés.

Les commissions de suivi versées aux courtiers sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement et varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'acquisition, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 46,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, soit une hausse de 2,0 M\$, ou 4,5 %, par rapport à 44,6 M\$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les commissions de suivi versées aux courtiers se sont établies à 147,4 M\$, en hausse de 11,4 M\$, ou 8,4 %, comparativement à 136,0 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation des commissions de suivi du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 est conforme à l'augmentation de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre et à la variation de la composition de l'actif au sein des fonds communs de placement de Mackenzie. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 44,7 points de base pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 et à 45,6 points de base pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, comparativement à 44,3 points de base et à 45,1 points de base, respectivement, à l'exercice précédent.

Les frais autres que les commissions sont engagés par Mackenzie relativement à l'administration, à la mise en marché et à la gestion de son actif géré. Les frais autres que les commissions ont totalisé 58,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, soit une hausse de 0,7 M\$, ou 1,2 %, par rapport à 57,9 M\$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les frais autres que les commissions se sont établis à 182,6 M\$, en hausse de 6,6 M\$, ou 3,8 %, comparativement à 176,0 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Mackenzie assure une gestion active de ses frais autres que les commissions de façon à accroître ses capacités opérationnelles futures tout en investissant dans les activités visant à générer des produits en vue de faire croître davantage l'entreprise.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

Produits

Les honoraires de gestion se sont élevés à 170,4 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 11,3 M\$, ou 6,2 %, par rapport à 181,7 M\$ au deuxième trimestre de 2011. Les facteurs suivants ont contribué à cette diminution :

- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 103,3 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 104,2 points de base au deuxième trimestre de 2011. Les variations relatives des comptes institutionnels de Mackenzie et de ses fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants par rapport à celles des fonds communs de placement destinés aux épargnants ont contribué à cette diminution.
- La moyenne mensuelle du total de l'actif géré s'est établie à 65,4 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 69,9 G\$ au trimestre clos le 30 juin 2011, ce qui constitue une diminution de 6,5 %.
- L'augmentation du nombre de jours civils au cours du trimestre considéré par rapport au deuxième trimestre de 2011. Cet écart a donné lieu à une augmentation d'environ 1,9 M\$ des honoraires de gestion au cours du trimestre considéré sur une base comparative.

Les honoraires d'administration pour le trimestre considéré se sont établis à 26,9 M\$, comparativement à 27,0 M\$ au trimestre clos le 30 juin 2011. Les honoraires d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux charges opérationnelles des fonds de 3,7 M\$, comparativement à 2,0 M\$ au deuxième trimestre de 2011.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 128,0 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 6,6 M\$, ou 4,9 %, par rapport à 134,6 M\$ au deuxième trimestre de 2011.

La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 22,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, comparativement à 23,6 M\$ au deuxième trimestre de 2011. Les commissions de suivi se sont établies à 46,6 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une diminution de 3,9 M\$, ou 7,7 %, comparativement à 50,5 M\$ au deuxième trimestre de 2011.

Les frais autres que les commissions se sont chiffrés à 58,6 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 1,9 M\$, ou 3,1 %, par rapport à 60,5 M\$ au deuxième trimestre de 2011.

Activités internes et autres

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de sa filiale, Great-West Lifeco Inc., revenant à la Société, les résultats opérationnels d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les éliminations intersectorielles.

Le tableau 15 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 21,8 M\$ au troisième trimestre de 2011, ce qui constitue une augmentation de 3,7 M\$ par rapport à 2010, principalement en raison de la hausse de 3,9 M\$ de la quote-part du bénéfice de Lifeco revenant à la Société, comme en fait état la section intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Les produits

tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 63,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, en baisse de 1,5 M\$ par rapport à 2010.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 5,6 M\$ au troisième trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010, et de 7,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, par rapport à 2010.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 21,8 M\$ au troisième trimestre de 2011, soit le même montant qu'au trimestre précédent.

Au troisième trimestre de 2011, le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,2 M\$ par rapport au trimestre précédent.

TABLEAU 15 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2011	30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2011	30 SEPT. 2010
Produits					
Produits tirés des honoraires	43,3 \$	45,4 \$	32,0 \$	(4,6) %	35,3 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	21,8	21,8	18,1	–	20,4
	65,1	67,2	50,1	(3,1)	29,9
Charges					
Commissions	28,2	30,1	20,2	(6,3)	39,6
Frais autres que les commissions	11,1	11,5	13,4	(3,5)	(17,2)
	39,3	41,6	33,6	(5,5)	17,0
Bénéfice avant intérêts et impôt	25,8 \$	25,6 \$	16,5 \$	0,8 %	56,4 %
Périodes de neuf mois closes les (en M\$)					
			30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2010	VARIATION (%)
Produits					
Produits tirés des honoraires			138,3 \$	99,5 \$	39,0 %
Produits tirés des placements nets et autres produits			63,9	65,4	(2,3)
			202,2	164,9	22,6
Charges					
Commissions			91,9	64,0	43,6
Frais autres que les commissions			35,3	31,6	11,7
			127,2	95,6	33,1
Bénéfice avant intérêts et impôt			75,0 \$	69,3 \$	8,2 %

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 11,3 G\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 12,2 G\$ au 31 décembre 2010.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 16.

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les titres de capitaux propres et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

Titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada, dont il sera question plus loin, ainsi que les titres à revenu fixe constitués des billets restructurés des conduits multicédants du véhicule d'actifs cadre (le « VAC »). Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Dans le cadre de ses activités continues de gestion du risque de taux d'intérêt liées à sa participation au Programme OHC, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada pour la première fois en 2009. Ces obligations sont

financées au moyen de pensions livrées sur titres, lesquelles représentent des transactions de financement à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a vendu des Obligations hypothécaires du Canada pour un montant de 425,6 M\$ et a réglé un montant de 427,6 M\$ sur les ententes de rachat connexes, puisque la Société a atteint ses objectifs en matière de gestion des placements et des risques pour ce qui est de ces Obligations.

Les titres restants avaient une juste valeur de 224,9 M\$ au 30 septembre 2011. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût amorti et avait une valeur comptable de 225,0 M\$. Les charges d'intérêts relatives à ces obligations sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les comptes consolidés de résultat.

PRÊTS

Les prêts totalisaient 3,93 G\$ au 30 septembre 2011 et représentaient 34,6 % du total de l'actif, comparativement à 33,7 % au 31 décembre 2010. Les prêts comprennent ce qui suit :

- Les prêts hypothécaires résidentiels vendus dans le cadre de programmes de titrisation, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 3,50 G\$, comparativement à 3,47 G\$ au 31 décembre 2010. Lors de l'application des critères de décomptabilisation en vertu d'IAS 39, *Instruments financiers*, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au 30 septembre 2011, un passif correspondant de 3,55 G\$

TABLEAU 16 : TITRES

(en milliers de dollars)	30 SEPTEMBRE 2011		31 DÉCEMBRE 2010	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Actions ordinaires	5 357 \$	5 358 \$	5 843 \$	7 698 \$
Fonds d'investissement exclusifs	19 363	19 650	32 214	37 794
Titres à revenu fixe ¹⁾	—	—	243 939	243 748
	24 720	25 008	281 996	289 240
Juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations hypothécaires du Canada	220 432	224 870	647 318	637 850
Titres à revenu fixe	30 939	28 799	31 301	27 601
	251 371	253 669	678 619	665 451
	276 091 \$	278 677 \$	960 615 \$	954 691 \$

1) Titres à revenu fixe de M.R.S. classés dans les actifs détenus en vue de la vente au 30 septembre 2011, tel qu'il est présenté dans le Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion.

a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 3,51 G\$ au 31 décembre 2010.

- Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 397,9 M\$, comparativement à 187,3 M\$ au 31 décembre 2010. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.
- Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités d'intermédiaire poursuivies de la Société, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 32,8 M\$, comparativement à 39,5 M\$ au 31 décembre 2010.

La provision collective pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies s'est chiffrée à 0,6 M\$ au 30 septembre 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, incluant des programmes de titrisation commandités par la SCHL ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 8,0 G\$, dont une tranche de 1,9 G\$ est montée par les filiales de Great-West Lifeco Inc.

Les prêts liés aux activités d'intermédiaire de la Compagnie de Fiducie M.R.S., y compris les prêts hypothécaires et à l'investissement classés comme prêts et créances ou détenus à des fins de transaction, ont totalisé 404,9 M\$, déduction faite des provisions collectives, au 30 septembre 2011. Ces prêts ont été classés dans les actifs détenus en vue de la vente dans les bilans consolidés, comme il est décrit à la rubrique « Sommaire des résultats opérationnels consolidés » du présent rapport de gestion. Au 31 décembre 2010, les prêts liés aux activités d'intermédiaire de la Compagnie de

Fiducie M.R.S. totalisant 394,7 M\$ ont été classés dans les prêts, dans les bilans consolidés, conformément aux IFRS.

L'exposition de la Société au risque de crédit et au risque de taux d'intérêt sur ses portefeuilles de prêts et dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et la façon dont elle gère ces risques sont décrites en détail dans la section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.

PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La Société détient actuellement une participation de 4 % dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une société affiliée. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisqu'il exerce une influence notable sur Lifeco. La quote-part du bénéfice de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 est présentée au tableau 17.

ACCORDS DE TITRISATION

La Société titrise des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL »), par l'intermédiaire du Programme des

TABLEAU 17 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE	
	2011	2010	2011	2010
Valeur comptable au début	572,1 \$	563,6 \$	580,5 \$	574,8 \$
Quote-part du bénéfice et autres	20,8	17,0	55,9	52,2
Quote-part de la provision de la société affiliée ¹⁾	–	(8,2)	–	(8,2)
Dividendes reçus	(11,7)	(11,7)	(34,9)	(34,9)
Quote-part des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) et autres ajustements	(2,2)	9,7	(22,5)	(13,5)
Valeur comptable à la fin	579,0 \$	570,4 \$	579,0 \$	570,4 \$
Juste valeur à la fin	778,4 \$	959,8 \$	778,4 \$	959,8 \$

¹⁾ Au troisième trimestre de 2010, Great-West Lifeco Inc. a constitué une provision supplémentaire liée à des litiges. La quote-part de cette provision revenant à la Société, après impôt, est inscrite au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC ») et par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques canadiennes. Ces titrisations étaient classées à titre d'accords hors bilan conformément au référentiel comptable antérieur. En vertu des IFRS, ces accords de titrisation sont désormais reflétés dans les bilans consolidés, comme il est décrit à la section intitulée « Changements de méthodes comptables – Décomptabilisation des actifs financiers » du présent rapport de gestion.

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société est limité aux droits conservés par cette dernière; toutefois, la quasi-totalité des prêts hypothécaires titrisés sont assurés. La Société conserve le risque lié aux paiements anticipés à l'égard des prêts titrisés. Par conséquent, elle a constaté ces prêts dans son bilan après la titrisation. Au cours du troisième trimestre de 2011,

la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités hypothécaires, générant un produit en espèces de 343,2 M\$, comparativement à 349,4 M\$ au troisième trimestre de 2010. La juste valeur des droits conservés par la Société s'est établie à 24,7 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 107,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les droits conservés par la Société à l'égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve en espèces de 7,7 M\$, qui sont reflétés dans le bilan, et les droits à la marge excédentaire future de 91,1 M\$, qui ne sont pas reflétés dans le bilan. Les droits conservés comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Cette composante du swap est constatée dans le bilan et sa juste valeur négative s'établit à 74,0 M\$ au 30 septembre 2011. La section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion et les notes 1 et 5 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 715,7 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 1,57 G\$ et à 1,11 G\$ au 31 décembre 2010 et au 30 septembre 2010, respectivement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 133,4 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 326,2 M\$ et à 402,9 M\$ au 31 décembre 2010 et au 30 septembre 2010, respectivement, comme il est présenté au tableau 18.

Le fonds de roulement net totalisait 691,3 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 597,7 M\$ au 31 décembre 2010 et à 422,2 M\$ au 30 septembre 2010. Le fonds de roulement net est présenté déduction faite des activités de dépôt de la Société, comme il est présenté au tableau 18.

Le fonds de roulement net peut être utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités opérationnelles continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

- Le respect des obligations se rapportant au paiement périodique d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement de l'achat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») a totalisé 378,0 M\$ au troisième trimestre de 2011, comparativement à 363,4 M\$ au troisième trimestre de 2010 et à 385,3 M\$ au deuxième trimestre de 2011. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, le BAIIA a totalisé 1 160,0 M\$, comparativement à 1 082,3 M\$ en 2010. Le BAIIA pour chaque période considérée exclut aussi l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 69,4 M\$ au troisième

TABLEAU 18 : ACTIF LIÉ AUX ACTIVITÉS DE DÉPÔT

<i>(en M\$)</i>	30 SEPT. 2011 ¹⁾	31 DÉC. 2010	30 SEPT. 2010
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	133,4 \$	326,2 \$	402,9 \$
Titres	–	243,7	222,9
Prêts	27,7	422,5	412,3
Total de l'actif	161,1 \$	992,4 \$	1 038,1 \$
Passif et capitaux propres			
Passif lié aux dépôts	148,6 \$	834,8 \$	877,1 \$
Autres passifs, montant net	0,3	39,6	42,8
Dette subordonnée	–	20,0	20,0
Capitaux propres	12,2	98,0	98,2
Total du passif et des capitaux propres	161,1 \$	992,4 \$	1 038,1 \$

1) Exclut les montants liés aux activités abandonnées qui ont été classés dans les actifs et les passifs détenus en vue de la vente au 30 septembre 2011.

trimestre de 2011, comparativement à 72,0 M\$ au troisième trimestre de 2010 et à 70,7 M\$ au deuxième trimestre de 2011. En plus de constituer une importante autre mesure de rendement, le BAIIA constaté par la Société est l'un des principaux paramètres utilisés par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 19, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies ont augmenté de 87,5 M\$ au cours du trimestre, comparativement à une augmentation de 228,6 M\$ au troisième trimestre de 2010. Pour la période de neuf mois, la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies ont diminué de 570,0 M\$, comparativement à une augmentation de 371,5 M\$ en 2010.

Les activités opérationnelles provenant des activités poursuivies, avant les commissions versées, ont généré 290,7 M\$ et 754,6 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, respectivement, comparativement à 297,6 M\$ et à 767,3 M\$ en 2010. Les commissions en espèces versées se sont chiffrées à 47,7 M\$

et à 191,5 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois de 2011, comparativement à 46,6 M\$ et à 182,9 M\$, respectivement, en 2010. Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 243,0 M\$ et à 563,1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois de 2011, comparativement à 251,0 M\$ et à 584,4 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois correspondants de 2010.

Voici en quoi ont principalement trait les activités de financement provenant des activités poursuivies du troisième trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010 :

- Une diminution nette de 0,6 M\$ des dépôts et des certificats en 2011, comparativement à une augmentation nette de 1,8 M\$ en 2010.
- Un produit net de 10,7 M\$ en 2011 relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres comparativement à un produit net de 21,2 M\$ en 2010.
- Une augmentation nette de 46,1 M\$ en 2011 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 95,3 M\$ en 2010.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 3,5 M\$ en 2011, comparativement à 6,7 M\$ en 2010.
- L'achat de 585 000 actions ordinaires en 2011 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 25,4 M\$, comparativement à l'achat de 600 000 actions ordinaires au coût de 23,0 M\$ en 2010.

TABLEAU 19 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE		
	2011	2010	VARIATION	2011	2010	VARIATION
Activités opérationnelles – activités poursuivies						
Avant paiement des commissions	290,7 \$	297,6 \$	(2,3)%	754,6 \$	767,3 \$	(1,7)%
Commissions payées	(47,7)	(46,6)	(2,4)	(191,5)	(182,9)	(4,7)
Dédution faite des commissions payées	243,0	251,0	(3,2)	563,1	584,4	(3,6)
Activités de financement – activités poursuivies	(100,2)	(34,5)	(190,4)	(1 340,3)	(298,1)	n.s.
Activités d'investissement – activités poursuivies	(55,3)	12,1	n.s.	207,2	85,2	143,2
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies	87,5	228,6	(61,7)	(570,0)	371,5	n.s.
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées	26,5	57,4	(53,8)	7,2	83,8	(91,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies et abandonnées au début	896,8	1 114,4	(19,5)	1 573,6	945,1	66,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 010,8	1 400,4	(27,8)	1 010,8	1 400,4	(27,8)
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées à la fin	(295,1)	(352,6)	(16,3)	(295,1)	(352,6)	(16,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies à la fin	715,7 \$	1 047,8 \$	(31,7)%	715,7 \$	1 047,8 \$	(31,7)%

- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2011, soit le même montant qu'en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 132,2 M\$ en 2011, comparativement à 134,3 M\$ en 2010.

Voici en quoi ont principalement trait les activités de financement provenant des activités poursuivies de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 par rapport à la période correspondante de 2010 :

- Une diminution nette de 5,7 M\$ des dépôts et des certificats en 2011, comparativement à une diminution nette de 1,3 M\$ en 2010.
- Un versement net de 410,3 M\$ en 2011 relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions

livrées sur titres comparativement à un produit net de 15,6 M\$ en 2010. Le versement net pour 2011 comprenait le règlement d'obligations d'un montant de 427,6 M\$ relatif à la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$, qui sont présentées dans les Activités d'investissement.

- Une augmentation nette de 46,0 M\$ en 2011 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 148,3 M\$ en 2010.
- Le remboursement, à leur échéance, des débentures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 31,1 M\$ en 2011, comparativement à 23,2 M\$ en 2010.

- L'achat de 3 296 300 actions ordinaires en 2011 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 146,9 M\$, comparativement à l'achat de 1 990 000 actions ordinaires au coût de 74,8 M\$ en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 6,6 M\$ en 2011, comparativement à 5,7 M\$ en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 397,8 M\$ en 2011, comparativement à 403,4 M\$ en 2010.

Voici en quoi ont principalement consisté les activités d'investissement provenant des activités poursuivies du troisième trimestre de 2011, par rapport au trimestre correspondant de 2010 :

- L'achat de titres totalisant 0,2 M\$ et le produit de 7,2 M\$ de la vente de titres en 2011, comparativement à 5,4 M\$ et à 2,2 M\$, respectivement, en 2010.
- L'augmentation nette des prêts de 57,0 M\$, comparativement à une diminution nette de 23,0 M\$ en 2010, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.

Voici en quoi ont principalement consisté les activités d'investissement provenant des activités poursuivies de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, par rapport à la période correspondante de 2010 :

- L'achat de titres totalisant 5,7 M\$ et le produit de 446,6 M\$ de la vente de titres en 2011, comparativement à 6,1 M\$ et à 270,9 M\$, respectivement, en 2010. Le produit en 2011 comprenait la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$.
- L'augmentation nette des prêts de 217,1 M\$, comparativement à une augmentation nette de 160,1 M\$ en 2010, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.

SOURCES DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires,

lesquels totalisaient 5,7 G\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 6,1 G\$ au 31 décembre 2010. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités opérationnelles continues en vue de satisfaire aux exigences en matière de fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences réglementaires en matière de capital comprennent les sociétés de fiducie, les conseillers en valeurs mobilières, les courtiers en valeurs mobilières et les courtiers en épargne collective. De plus, au troisième trimestre de 2010, certaines filiales de la Société se sont inscrites à titre de gestionnaires de fonds d'investissement auprès des commissions des valeurs mobilières concernées, conformément au Règlement 31-103. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Ces filiales se sont conformées à toutes les exigences réglementaires relatives au capital.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 325,0 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 1 775,0 M\$ au 31 décembre 2010. La diminution de 450,0 M\$ est liée à l'arrivée à échéance des débentures à 6,75 %, série 2001, le 9 mai 2011. La dette à long terme comprend des débentures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Les actions privilégiées perpétuelles de 150 M\$ demeurent inchangées.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, la Société a acheté 3 296 300 actions ordinaires au coût de 146,9 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se reporter à la note 7 des états financiers intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 12 avril 2011 visant jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires pour pouvoir disposer de la flexibilité nécessaire lui permettant d'acheter des actions ordinaires selon les circonstances. Les autres activités de gestion du capital en 2011 comprennent la déclaration de dividendes de 6,6 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles et de 403,0 M\$ sur actions ordinaires. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

À l'heure actuelle, la note attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») à la dette de premier rang et au passif de

la Société est de « A+ » avec une perspective stable. La note attribuée par Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une perspective stable.

Les notes de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de note de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notes ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notes ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation révisent ces notes ou les retirent à quelque moment que ce soit.

La note « A+ », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société par S&P, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories principales réservées aux titres d'emprunt à long terme et indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que la Société est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les sociétés mieux notées. S&P utilise les signes « + » et « - » pour indiquer la position relative du titre au sein des catégories principales.

Selon S&P, la perspective « stable » indique que S&P considère qu'il est peu probable que la note change à moyen terme. Une perspective stable n'annonce pas nécessairement une amélioration de la note.

La note A (élevée), qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories réservées aux titres d'emprunt à long terme. Selon le système d'évaluation de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la note A (élevée) sont de qualité satisfaisante en ce qui a trait à la solvabilité et offrent une protection de l'intérêt et du capital considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne note, les entreprises qui l'obtiennent sont considérées comme plus vulnérables lorsque la situation économique est défavorable et plus susceptibles de démontrer des tendances cycliques que les sociétés ayant obtenu une meilleure note. La

mention « élevée » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de sa catégorie, et l'absence d'une telle mention indique que le titre se situe au milieu de sa catégorie.

Selon DBRS, la tendance « stable » aide les investisseurs à comprendre la façon dont elle entrevoit l'avenir du titre.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 20 présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- La juste valeur des instruments financiers à court terme correspond approximativement à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les pensions livrées sur titres, certains autres actifs financiers et d'autres passifs financiers.
- Les titres sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché actuellement offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés pour les titres émis par les entités de titrisation dont les échéances et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt des marchés actuellement en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée en tenant compte des cours du marché actuels pour des débetures et des effets à payer comportant des échéances et des risques similaires.
- La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés annuels contenus dans le rapport annuel 2010 de la Société

TABLEAU 20 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	30 SEPTEMBRE 2011 ¹⁾		31 DÉCEMBRE 2010	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	715,7 \$	715,7 \$	1 573,6 \$	1 573,6 \$
Titres	278,7	278,7	954,7	954,7
Prêts	3 929,6	3 930,1	4 094,7	4 096,0
Autres actifs financiers	183,9	183,9	203,4	203,4
Actifs dérivés	87,6	87,6	40,9	40,9
Total de l'actif financier	5 195,5 \$	5 196,0 \$	6 867,3 \$	6 868,6 \$
Passif				
Dépôts et certificats	148,6 \$	149,5 \$	834,8 \$	840,1 \$
Pensions livrées sur titres	225,0	225,0	635,3	635,3
Autres passifs financiers	528,6	528,6	665,8	665,8
Passifs dérivés	119,9	119,9	78,7	78,7
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	3 553,8	3 665,9	3 505,5	3 564,4
Dette à long terme	1 325,0	1 593,3	1 775,0	1 966,5
Total du passif financier	5 900,9 \$	6 282,2 \$	7 495,1 \$	7 750,8 \$

1) Exclut les montants liés aux activités abandonnées qui ont été classés dans les actifs et les passifs détenus en vue de la vente au 30 septembre 2011.

financière IGM Inc. (les « états financiers annuels »), qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011. La Société gère activement les risques qui découlent de l'utilisation d'instruments financiers. Ces risques comprennent les risques de liquidité, de crédit et de marché.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se rapporte au risque que la Société ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités ou s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- Le contrôle à l'égard des processus de gestion des liquidités.
- L'évaluation des facteurs de stress relativement à divers scénarios opérationnels.
- La supervision de la gestion des liquidités par les comités du conseil d'administration.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2011 et de 2010, la Société a :

- remboursé les débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, à leur échéance;

- conclu un appel public à l'épargne le 9 décembre 2010 visant 200 M\$ de débetures à 6,00 % venant à échéance en décembre 2040;
- déposé un prospectus préalable de base simplifié en décembre 2010 afin de s'assurer d'accéder aux marchés financiers en temps opportun;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- réduit la composante capitaux propres de son portefeuille de titres.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de liquidités pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie opérationnels.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont vendus aux parties suivantes ou titrisés :

- le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors;
- des tiers, incluant la SCHL ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes;
- des investisseurs institutionnels, grâce à des placements privés.

Le Groupe Investors est un émetteur autorisé de TH LNH et un vendeur autorisé dans le cadre du Programme OHC. Ce statut d'émetteur et de vendeur procure au Groupe Investors des sources de financement additionnelles pour les prêts hypothécaires résidentiels (note 5 des états financiers intermédiaires). La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation, lesquelles sont susceptibles de changer.

Les besoins de liquidités des filiales qui sont des fiducies agissant à titre d'intermédiaires financiers sont fondés sur les politiques approuvées par les comités de leur conseil d'administration respectif. Au 30 septembre 2011, les liquidités des filiales qui sont des fiducies étaient conformes à ces politiques.

Les échéances contractuelles de la Société sont présentées au tableau 21.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM possède un portefeuille de titres et des marges de crédit qui constituent d'autres sources de liquidités éventuelles. Les marges de crédit opérationnelles de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 325 M\$ au 30 septembre 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. Les marges de crédit opérationnelles au 30 septembre 2011 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 150 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$. Au 30 septembre 2011 et au 31 décembre 2010, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées, ni sur ses marges de crédit opérationnelles non engagées.

Bien que la Société ait accédé récemment aux marchés financiers, sa capacité d'accéder aux marchés financiers pour réunir des fonds dépend de la conjoncture.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut seront suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie opérationnels, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, incluant l'incidence du rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur le résultat. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si l'une des contreparties de la Société dans le cadre d'une transaction ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine régulièrement ses pratiques en matière de gestion des risques de crédit pour en évaluer l'efficacité.

Au 30 septembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 715,7 M\$ étaient composés de soldes de trésorerie de 95,0 M\$ déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 620,7 M\$. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 227,3 M\$, de papier commercial de 92,3 M\$ garanti par les gouvernements provinciaux et fédéral et d'acceptations bancaires de 300,7 M\$ émises par des banques à charte

TABLEAU 21 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES¹⁾

Au 30 septembre 2011 (en M\$)	À VUE	MOINS DE 1 AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Dépôts et certificats	118,9 \$	9,6 \$	15,1 \$	5,0 \$	148,6 \$
Autres passifs	–	42,7	74,7	2,5	119,9
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	464,2	3 078,7	10,9	3 553,8
Dette à long terme	–	–	–	1 325,0	1 325,0
Contrats de location simple ²⁾	–	48,3	137,7	88,6	274,6
Total des obligations contractuelles	118,9 \$	564,8 \$	3 306,2 \$	1 432,0 \$	5 421,9 \$

1) Excluent les obligations contractuelles liées aux activités abandonnées.

2) Comprend les locaux à bureaux et le matériel utilisés dans le cours normal des activités.

Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.

canadiennes. La Société évalue régulièrement la note de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Les titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada d'une juste valeur de 224,9 M\$ et les titres à revenu fixe, qui sont composés des billets restructurés des conduits multicédants du VAC d'une juste valeur de 28,8 M\$. Ces justes valeurs correspondent à l'exposition maximale au risque de crédit au 30 septembre 2011. Se reporter à la note 3 des états financiers intermédiaires pour plus d'information sur l'évaluation des conduits multicédants du VAC.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités bancaires hypothécaires et d'intermédiaire de la Société et la suffisance de la provision collective. Au 30 septembre 2011, les prêts totalisaient 3,93 G\$ et étaient constitués de ce qui suit :

- Les prêts hypothécaires résidentiels vendus dans le cadre de programmes de titrisation, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 3,50 G\$, comparativement à 3,47 G\$ au 31 décembre 2010. Lors de l'application des critères de décomptabilisation en vertu d'IAS 39, *Instruments financiers*, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au 30 septembre 2011, un passif correspondant de 3,55 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 3,51 G\$ au 31 décembre 2010.
- Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 397,9 M\$, comparativement à 187,3 M\$ au 31 décembre 2010. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.
- Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités d'intermédiaire poursuivies de la Société, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 32,8 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 39,5 M\$ au 31 décembre 2010.

Au 30 septembre 2011, les portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités d'intermédiaire poursuivies de la Société étaient diversifiés sur le plan géographique et étaient composés à 100 % de prêts

résidentiels (100 % en 2010), dont 99,4 % étaient assurés (99,0 % en 2010). Au 30 septembre 2011, les prêts hypothécaires douteux étaient de néant, comme au 31 décembre 2010. Les portefeuilles de prêts hypothécaires non assurés ne comprenaient aucun prêt non productif de plus de 90 jours au 30 septembre 2011 et au 31 décembre 2010. Les caractéristiques des portefeuilles de prêts hypothécaires n'ont pas changé de façon significative en 2011.

Depuis 2008, la Société a acheté des couvertures d'assurance de portefeuille par l'entremise de la SCHL pour les prêts hypothécaires conventionnels admissibles nouvellement financés. En vertu des TH LNH et du Programme OHC, les prêts hypothécaires titrisés doivent obligatoirement être assurés par un assureur approuvé en cas de défaut, et la Société a également assuré la quasi-totalité de ses prêts titrisés au moyen de programmes de papier commercial adossé à des actifs. Au 30 septembre 2011, le portefeuille de prêts titrisés et les prêts hypothécaires résidentiels de la Société classés comme détenus à des fins de transaction étaient assurés dans une proportion de 94,7 %, comparativement à 94,1 % au 31 décembre 2010. Au 30 septembre 2011, les prêts douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 2,0 M\$, comparativement à 1,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les prêts non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 0,9 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 0,3 M\$ au 31 décembre 2010.

La provision collective pour pertes de crédit relative aux activités poursuivies se chiffrait à 0,6 M\$ au 30 septembre 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. La direction considère que cette provision est adéquate en vue d'englober toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires.

Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société se limite à ses droits conservés. La juste valeur des droits conservés de la Société dans les prêts titrisés se chiffrait à 24,7 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 107,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les droits conservés incluent ce qui suit :

- *Les comptes de réserve en espèces et les droits aux produits d'intérêts nets futurs*, qui se chiffraient à 7,7 M\$ et à 91,1 M\$, respectivement, au 30 septembre 2011. Les comptes de réserve en espèces sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts.

La tranche de ce montant relative aux fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes de 42,3 M\$ est subordonnée aux droits de la fiducie et

représente l'exposition maximale au risque de crédit lié aux défauts de paiement des emprunteurs à l'échéance. Le risque de crédit lié à ces prêts hypothécaires est atténué par l'assurance relative à ces prêts hypothécaires, dont il a déjà été question, et le risque de crédit de la Société relatif aux prêts assurés incombe à l'assureur. Au 30 septembre 2011, les prêts hypothécaires en cours titrisés dans le cadre de ces programmes, chiffrés à 0,91 G\$, étaient assurés dans une proportion de 94,4 %.

Les droits aux produits d'intérêts nets futurs en vertu des TH LNH et du Programme OHC totalisaient 56,4 M\$. Conformément aux TH LNH et à ce programme, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les débiteurs hypothécaires aient reçu les montants ou non. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Les prêts hypothécaires en cours titrisés en vertu de ces programmes totalisent 2,6 G\$.

- *Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital*, dont la juste valeur négative s'établissait à 74,0 M\$ au 30 septembre 2011, qui sont reflétés dans le bilan de la Société. Ces swaps représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Le montant notionnel de ces swaps était de 513,0 M\$ au 30 septembre 2011. La Société continue également de gérer le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe disponibles à la vente ainsi qu'aux prêts hypothécaires et à l'investissement classés dans les actifs détenus en vue de la vente liés aux activités abandonnées.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

La Société utilise des dérivés pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés à ses activités bancaires hypothécaires et à ses activités de titrisation, ainsi qu'au risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions.

La Société participe au Programme OHC en concluant des swaps adossés, en vertu desquels les banques à charte canadiennes de l'annexe I désignées par la Société agissent à titre d'intermédiaires entre la Société et la Fiducie du Canada pour l'habitation. La Société reçoit des coupons

liés aux TH LNH et sur les réinvestissements de capital admissibles et paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut également des swaps de taux d'intérêt afin de couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associé au programme. Au 30 septembre 2011, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 25,9 M\$ et le montant notionnel en cours s'élevait à 4,2 G\$. Certains de ces swaps concernent des prêts titrisés qui n'ont pas été décomptabilisés; les prêts hypothécaires et l'obligation connexe ont donc été constatés dans le bilan. Par conséquent, ces swaps, d'un montant notionnel en cours de 2,6 G\$ et d'une juste valeur négative de 35,4 M\$, ne sont pas reflétés dans le bilan. Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital et les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement, d'un montant notionnel en cours de 1,6 G\$ et d'une juste valeur de 9,5 M\$, sont reflétés dans le bilan. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, totalisait 86,5 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 21,7 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts titrisés par l'intermédiaire de programmes de PCAA commandité par des banques canadiennes. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 31,7 M\$ sur un montant notionnel en cours de 1,05 G\$ au 30 septembre 2011. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, totalisait 1,1 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à 1,3 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société a aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 6,4 M\$ sur un montant notionnel en cours de 0,2 G\$ au 30 septembre 2011. L'exposition au risque de crédit, limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, était de néant au 30 septembre 2011, comparativement à 15,1 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société conclut d'autres contrats d'instruments dérivés, qui sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires détenus par la Société en attendant leur vente ou à l'égard desquels elle s'est engagée, ainsi que des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré sur les actions ordinaires de la Société financière IGM utilisés afin de couvrir les accords de rémunération différée. La juste valeur négative des swaps de taux d'intérêt, des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à

gré totalisait 3,8 M\$ sur un montant notionnel en cours de 103,9 M\$ au 30 septembre 2011, comparativement à une juste valeur de 0,8 M\$ sur un montant notionnel en cours de 118,1 M\$ au 31 décembre 2010. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur de ces instruments qui sont en position de gain, était de néant au 30 septembre 2011, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2010.

Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux produits dérivés qui sont en position de gain, chiffré à 87,6 M\$, ne donne pas effet à des conventions de compensation ni à des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie, était de néant au 30 septembre 2011. Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux produits dérivés de la Société était négligeable au 30 septembre 2011. La gestion du risque de crédit n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

Se référer aux notes 1, 4 et 17 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers. La majorité des instruments financiers de la Société sont libellés en dollars canadiens et ne sont pas exposés de façon significative aux fluctuations des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts, ses titres à revenu fixe, ses Obligations hypothécaires du Canada et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire.

Par la gestion de son bilan, la Société cherche à contrôler les risques de taux d'intérêt liés à ses activités d'intermédiaire en gérant activement son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 30 septembre 2011, l'écart total entre l'actif et le passif au titre des dépôts sur un an respectait les lignes directrices des filiales de la Société qui sont des fiduciaires.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités bancaires hypothécaires comme suit :

- Dans le cadre de ses transactions de titrisation avec des fiduciaires de titrisation commanditées par des banques, la

Société a financé des prêts hypothécaires à taux fixe au moyen de PCAA. Afin de couvrir le risque lié à la hausse des taux du PCAA, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I. La Société demeure toutefois exposée au risque de corrélation, c'est-à-dire que les taux du PCAA soient plus élevés que ceux des acceptations bancaires.

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable diminuent. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société a également droit au rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur les prêts hypothécaires titrisés et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada, qui sont souvent à taux fixe. La Société couvre le risque que le rendement résultant du réinvestissement diminue en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I.
- La Société est exposée à l'incidence que les variations des taux d'intérêt pourraient avoir sur la valeur de ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt sur ces obligations.
- La Société est également exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires détenus par la Société ou à l'égard desquels elle s'est engagée. La Société pourrait conclure des swaps de taux d'intérêt pour couvrir ce risque.

Au 30 septembre 2011, l'incidence d'une fluctuation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net aurait été d'approximativement 5,1 M\$. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses placements dans des actions ordinaires et dans des fonds d'investissement exclusifs, qui sont classés comme disponibles à la vente comme l'illustre le tableau 16. Les profits et les pertes latents sur ces titres sont comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une

indication objective d'une baisse, moment auquel ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

RISQUE DE MARCHÉ LIÉ À L'ACTIF GÉRÉ

Au 30 septembre 2011, le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 116,7 G\$, soit une baisse de 9,8 % par rapport au 31 décembre 2010.

La Société est assujettie au risque de volatilité de l'actif découlant de l'évolution des marchés financiers et boursiers canadiens et internationaux. Les mouvements dans ces marchés ont occasionné par le passé, et occasionneront dans l'avenir, des fluctuations de l'actif géré, des produits et du résultat de la Société. La conjoncture économique mondiale, exacerbée par les crises financières, les mouvements des marchés boursiers, les taux de change, les taux d'intérêt, les taux d'inflation, les courbes de rendement, les défaillances des contreparties des dérivés et d'autres facteurs difficiles à prédire, comme l'instabilité politique et gouvernementale, a une incidence sur la composition, les valeurs de marché et les niveaux de l'actif géré.

Les fonds gérés par la Société peuvent être assujettis à des rachats imprévus par suite de tels événements. Une conjoncture évolutive peut aussi occasionner une variation de la composition de l'actif entre les actions et les titres à revenu fixe, qui pourrait donner lieu, selon la nature de l'actif géré et le niveau des frais de gestion réalisés par la Société, à une baisse des produits et du résultat de la Société.

Les taux d'intérêt, qui affichent une faiblesse sans précédent, ont fait baisser de façon significative les rendements des fonds communs de placement du marché monétaire et de gestion du rendement de la Société. Depuis 2009, le Groupe Investors et Mackenzie ont renoncé à une partie des honoraires de gestion ou absorbé certaines charges en vue de s'assurer que ces fonds maintiennent des rendements positifs. La Société passera en revue ses pratiques à cet égard en réponse à l'évolution de la conjoncture.

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attirés et aux conseillers financiers indépendants un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, répartis par catégorie d'actifs, pays

ou région et style de gestion qui, à leur tour, devraient permettre de maintenir de solides relations avec la clientèle et d'enregistrer des taux de rachat plus bas.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, nos conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 22 et décrits dans les sections des résultats opérationnels par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

AUTRES FACTEURS DE RISQUE

Risque de distribution

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats opérationnels et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La quasi-totalité des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie sont réalisées par des conseillers financiers indépendants. La commercialisation des produits de Mackenzie dépend fortement de l'accès à divers canaux de distribution. En règle générale, ces conseillers financiers indépendants offrent également à

TABLEAU 22 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

Aux 30 septembre	2011	2010
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	8,7 %	8,1 %
Mackenzie	16,2 %	16,2 %
Counsel	11,3 %	12,1 %

leurs clients des produits de placement de concurrents. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats opérationnels et à ses perspectives de façon importante. Toutefois, le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés servant les conseillers financiers indépendants du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique intitulée « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

Le cadre réglementaire

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Les principales autorités de réglementation qui régissent la Société et ses filiales sont les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et le Bureau surintendant des institutions financières du Canada. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont de plus en plus nombreuses. La Société et ses filiales sont assujetties aux examens de réglementation réguliers dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à la réglementation en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. Elle surveille régulièrement les développements en matière de réglementation et leur incidence sur la Société. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant le domaine de la conformité et le domaine juridique, la formation, les tests, le contrôle et la présentation de l'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société comprennent les frais réglementaires, le traitement fiscal, les obligations d'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation distincte ou d'une application différente de la réglementation. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, forment des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié aux acquisitions

Bien que la Société entreprenne un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des résultats ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

Risque lié aux modèles

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles.

Perspectives

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Les courtiers en épargne collective et les autres sociétés de planification financière forment un canal de distribution important pour les fonds communs de placement au Canada. En effet, au 30 juin 2011, ils étaient à l'origine de 49,6 % des ventes de fonds communs de placement à long terme.

Les banques canadiennes distribuent des produits et services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Au cours des dernières années, les succursales des banques ont davantage mis l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 44 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 30 juin 2011.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant près de 81 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 30 juin 2011. La direction est d'avis que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La déréglementation, la concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services qui leur sont propres. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance s'atténuent, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets au moyen d'une vaste gamme de produits.

Les fonds d'investissement, incluant les fonds communs de placement, demeurent la catégorie d'actifs financiers favorite des Canadiens pour leurs économies de retraite, et ils constituent plus du tiers des actifs financiers discrétionnaires canadiens à long terme. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la

flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Le secteur des services financiers continue d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes et une nette préférence des investisseurs à faire affaire avec un conseiller.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Des changements au cadre réglementaire.
- Un environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurances. Le Groupe Investors, Mackenzie et Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec d'autres catégories d'actifs comme les actions, les obligations et d'autres instruments de placement passifs, pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

De nombreux faits indiquent que les Canadiens accordent de l'importance aux conseils dans leurs activités de planification financière et de placement. Diverses études démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous sommes d'avis que la prestation de services exhaustifs de planification financière constitue un avantage concurrentiel et que cela continuera d'être le cas.

Dans ce contexte, il est plus important que jamais d'entretenir une solide relation avec un conseiller pour maintenir le cap sur ses objectifs financiers à court et à long terme. Un thème fondamental du modèle d'entreprise de la Société est de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers.

Le Groupe Investors continue de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients en offrant une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, et ses conseillers travaillent avec les

clients pour les aider à comprendre les répercussions de la volatilité des marchés financiers sur leur planification financière à long terme.

Mackenzie maintient sa stratégie axée sur la collaboration avec les réseaux de services-conseils indépendants pour offrir une gamme variée de produits assortie de multiples styles de placement en vue de répondre aux besoins en constante évolution des investisseurs.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires.

La direction est d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir, car elle dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée mettant l'accent sur les conseillers financiers.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.
- Des économies d'échelle considérables.
- Son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power, dont font aussi partie la Great-West, la London Life et la Canada-Vie.

Ces points forts sont présentés plus en détail à la rubrique intitulée « Perspectives » du rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc.

Estimations et méthodes comptables critiques

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Pour rédiger des états financiers conformément aux IFRS, la direction doit adopter des méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 1 des états financiers intermédiaires.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après.

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts et créances, des dépôts et des certificats et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. La Société détient également des instruments financiers, incluant les dérivés relatifs à ses prêts titrisés, où les cours de marché ne sont pas disponibles. Dans ces cas, les valeurs

sont déterminées au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements significatifs sur le plan du bénéfice net.

Les titres de placement de la Société classés comme disponibles à la vente comprennent les titres de capitaux propres détenus comme placements à long terme, les titres d'emprunt et les placements dans des fonds communs de placement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres qui ne sont pas désignés comme des éléments constitutifs d'une relation de couverture sont comptabilisés au poste Autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou qu'il existe une indication objective d'une perte de valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat. La direction examine régulièrement les titres de placement classés comme disponibles à la vente pour déterminer s'il existe une indication objective d'une perte de valeur. La Société tient compte de facteurs tels que la nature du placement et le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût. Une modification importante dans cette évaluation pourrait se traduire par la constatation dans le bénéfice net de pertes latentes. Au cours du troisième trimestre, la Société a revu son

évaluation des titres disponibles à la vente et a constaté une perte de valeur pour les deuxième et troisième trimestres de 2010. Pour plus de détails, veuillez consulter les rubriques intitulées « Changements de méthodes comptables », « Situation financière consolidée » et « Instruments financiers » du présent rapport de gestion, la note 3 des états financiers intermédiaires et la note 18 des états financiers annuels.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 7 des états financiers annuels. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins d'évaluation de la valeur recouvrable, des modèles d'évaluation comprenant des flux de trésorerie actualisés, des acquisitions comparables et des multiples de transactions du secteur sont utilisés. Les modèles ont recours à des hypothèses comprenant des niveaux de croissance de l'actif géré découlant des ventes nettes et de l'évolution du marché, les variations de prix et de marges, les synergies réalisées à l'acquisition, les taux d'actualisation ainsi que les données observables pour des transactions comparables.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 31 mars 2011 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur. Dans le contexte de la transition aux IFRS, la Société a aussi réalisé un test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée au 1^{er} janvier

2010; elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré et, de plus, l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion et à la note 11 des états financiers annuels.
- *Avantages du personnel* – La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes complémentaires de retraite des cadres (les « RCRC ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes à prestations définies est le 31 décembre.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement

prévu des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une note AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société a décidé de constater les écarts actuariels de tous ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du bénéfice global lors de la transition aux IFRS.

En 2010, le rendement des actifs du régime de retraite à prestations définies a continué de profiter de l'amélioration de la conjoncture économique. L'actif du régime de retraite a augmenté pour atteindre 226,6 M\$ au 31 décembre 2010, par rapport à 206,9 M\$ au 31 décembre 2009. Une tranche de 23,4 M\$ de cette augmentation est attribuable au taux de rendement réel total des actifs du régime, comparativement à un taux de rendement estimatif de 14,3 M\$ fondé sur l'hypothèse relative au taux de rendement à long terme attendu de la Société. Le gain actuariel de 9,1 M\$ qui en résulte a été constaté dans les autres éléments du bénéfice global en 2010. Le rendement des obligations a diminué en 2010, ce qui a eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les diverses obligations au titre des prestations définies de la Société. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations au titre du régime à prestations définies au 31 décembre 2010 ont diminué de façon considérable en 2010 par rapport à 2009 et ont donné lieu à des pertes actuarielles de 42,5 M\$, qui ont été constatées dans les autres éléments du bénéfice global en 2010. Le régime à prestations définies a constaté un excédent de capitalisation de 12,8 M\$ au 31 décembre 2010, comparativement à un excédent de 43,4 M\$ à la fin de 2009. Les obligations au titre des prestations constituées relativement au RCRC non capitalisé et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont chiffrées à 36,2 M\$ et à 32,8 M\$, respectivement, au 31 décembre 2010, comparativement à 16,8 M\$ et à 26,8 M\$ en 2009.

Au cours des neuf premiers mois de 2011, la diminution de la juste valeur de l'actif des régimes de

retraite à prestations définies attribuable au taux de rendement total de l'actif s'est chiffrée à 23,2 M\$, comparativement à un taux de rendement estimatif de 11,8 M\$, ce qui a entraîné une perte actuarielle de 35,0 M\$ en 2011. Au troisième trimestre de 2011, la diminution des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les diverses obligations au titre des régimes à prestations définies a entraîné une perte actuarielle de 10,8 M\$. Pour 2011, des pertes actuarielles totalisant 45,8 M\$ ont été constatées dans les autres éléments du bénéfice global.

- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

La Société a adopté les IFRS au 1^{er} janvier 2011 et a préparé ses états financiers intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 en vertu des méthodes comptables conformes aux IFRS. Les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 seront les premiers états financiers annuels conformes aux IFRS.

La note 15 des états financiers intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 décrit les choix initiaux de la Société au moment de l'adoption des IFRS et présente les différences et des rapprochements entre le référentiel comptable antérieur et les IFRS pour ce qui est des méthodes comptables.

Au troisième trimestre de 2011, la Société a adopté des méthodes comptables conformes aux directives émises par l'International Accounting Standards Board relatives au traitement comptable des options de vente sur les participations ne donnant pas le contrôle et l'évaluation des titres disponibles à la vente. Ces changements ont eu une incidence sur le bénéfice net constaté en 2010 et au cours des deux premiers trimestres de 2011.

Un ajustement de certains passifs financiers liés à des options de vente sur les actions d'une filiale a été constaté au cours du troisième trimestre. L'incidence sur le bénéfice net de chaque période est inversement liée à la variation de la valeur des actions de la filiale. Par suite de cet ajustement,

les autres passifs ont augmenté de 10 886 \$ au 31 décembre 2010 (12 242 \$ au 1^{er} janvier 2010) et les bénéfices non distribués ont diminué de 10 886 \$ au 31 décembre 2010 (12 298 \$ au 30 septembre 2010; 12 242 \$ au 1^{er} janvier 2010). La variation de la juste valeur des actions a donné lieu à une diminution de 1 283 \$ des produits tirés des placements nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et à une augmentation de 132 \$ et à une diminution de 180 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2010.

Des pertes de valeur sont constatées relativement aux titres disponibles à la vente lorsque les pertes sont importantes ou prolongées. La Société a établi que certains titres disponibles à la vente respectaient les critères définissant le caractère important ou prolongé aux deuxième et troisième trimestres de 2010 et, par conséquent, le cumul des autres éléments du bénéfice global a augmenté de 3 242 \$ au 31 décembre 2010 et les bénéfices non distribués ont diminué de 3 280 \$ au 31 décembre 2010 (3 242 \$ et 3 280 \$, respectivement, au 30 septembre 2010). La variation de la perte de valeur constatée relativement aux titres disponibles à la vente a donné lieu à une diminution de 3 280 \$ du bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et à des diminutions de 964 \$ et de 3 280 \$ du bénéfice net pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2010.

Se reporter à la note 15 des états financiers intermédiaires pour plus de renseignements sur ces changements.

La Société a élaboré un projet de basculement aux IFRS qui abordait les éléments clés de la conversion aux IFRS et incluait une structure officielle de gouvernance du projet. Le projet est pratiquement achevé; l'attention se porte sur l'étape restante, soit la publication des états financiers annuels conformément aux IFRS.

Changements de méthodes comptables

Les paragraphes suivants décrivent les méthodes comptables choisies en vertu des IFRS qui diffèrent des méthodes utilisées antérieurement par la Société.

Décomptabilisation des actifs financiers

En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Par conséquent, les transactions de titrisation par l'entremise des programmes OHC et de PCAA sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis plutôt que comme des ventes. Les profits à l'égard de ces programmes ne sont plus constatés lorsque les transactions ont lieu. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et l'obligation correspondante sont comptabilisés au coût amorti; ii) les

produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires.

Commissions de vente différées

Les commissions versées à la vente de certaines parts de fonds communs de placement sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et sont amorties sur leur durée d'utilité. La norme IFRS relative aux immobilisations incorporelles traite plus particulièrement de la cession des immobilisations incorporelles. Lorsqu'un client des fonds communs de placement fait racheter des parts dans certains fonds communs de placement, les frais de rachat versés par le client sont constatés par la Société dans les produits. L'actif à l'égard des commissions de vente différées non amorti lié aux parts rachetées est inscrit à titre de cession.

Paiements fondés sur des actions

En vertu des IFRS, la méthode d'acquisition graduelle des droits est utilisée pour constater la charge de rémunération liée aux attributions dont les droits sont acquis par versements tout au long de la période d'acquisition des droits, par opposition à la méthode de comptabilisation linéaire auparavant appliquée par la Société. La charge de rémunération est constatée sur une base accélérée; par conséquent, une charge de rémunération plus élevée est constatée plus tôt au cours de la période d'amortissement du droit à un paiement fondé sur des actions.

Avantages du personnel

La Société a décidé de constater les écarts actuariels liés à ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du bénéfice global plutôt que de les amortir dans les bénéfices nets. Les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis sont constatés immédiatement dans les charges au titre des avantages.

Impôt sur le résultat différé

En vertu des IFRS, le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises n'est pas ajusté en fonction de l'incidence fiscale des différences entre le coût de comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition.

Provisions

En vertu des IFRS, une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision,

les IFRS prévoient l'utilisation de la moyenne pondérée de tous les résultats possibles, ou la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles.

Contrôles internes

La Société a préparé et mis en œuvre des modifications à ses systèmes et processus d'information financière afin de se préparer à une transition efficace aux IFRS. De plus, les contrôles internes et les procédures comptables de la Société ont été modifiés, au besoin, en fonction de l'adoption des méthodes comptables conformes aux IFRS. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société continue de suivre les modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et d'analyser l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, qui modifie les critères de classement et d'évaluation des instruments financiers qui sont dans le champ d'application d'IAS 39. La norme est actuellement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cependant, l'IASB a publié un exposé-sondage proposant un report de la date d'entrée en vigueur de la norme au 1^{er} janvier 2015.

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10, qui présente un modèle de consolidation unique pour toutes les entités. Cette norme porte sur le contrôle, y compris les droits détenus par un investisseur quant aux rendements variables liés à sa participation dans l'entreprise détenue et la capacité de l'investisseur d'influer sur ces rendements grâce au pouvoir qu'il exerce sur l'entreprise détenue. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

L'IASB a publié IFRS 12, qui intègre dans une seule norme toutes les dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui concerne les participations dans des filiales, des accords conjoints, des entreprises associées et des entreprises structurées non consolidées. Les dispositions relatives aux informations à fournir donnent les renseignements nécessaires pour évaluer la nature de la participation d'une

entité dans d'autres entités et les risques qui y sont liés, de même que l'incidence de ces participations sur les états financiers de l'entité. La norme est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 afin de réunir dans une seule norme toutes les directives relatives à l'information à fournir et à l'évaluation de la juste valeur. La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou versé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction volontaire entre des intervenants du marché. En vertu de cette norme, les informations à fournir dans les états financiers sont plus complètes. La norme est en vigueur de façon prospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS 1, Présentation des états financiers

L'IASB a modifié IAS 1 en ce qui concerne la présentation des autres éléments du bénéfice global. Ces modifications ont pour principal effet d'obliger les entités à regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du bénéfice global selon qu'ils seront ou non reclassés ultérieurement dans le bénéfice net. Les modifications sont appliquées de manière rétrospective et entrent en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012.

IAS 19, Avantages du personnel

L'IASB a publié IAS 19, qui modifie les critères d'évaluation et de présentation des régimes à prestations définies. Au nombre des changements apportés figure ce qui suit :

- L'élimination de la méthode de la réduction du coût (l'approche du corridor) lors de la comptabilisation des écarts actuariels dans le bénéfice net. Les écarts actuariels peuvent être comptabilisés immédiatement dans le bénéfice net ou dans les autres éléments du bénéfice global. Les écarts actuariels comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global ne sont pas reclassés dans le bénéfice net au cours de périodes ultérieures.
- Des changements dans la comptabilisation des coûts des services passés. Les coûts des services passés découlant des changements ou des réductions des régimes sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les changements ou les réductions sont survenus, sans égard à l'acquisition des droits.
- L'élimination du concept de rendement attendu des actifs. IAS 19 révisée exige le recours au taux d'actualisation plutôt qu'au rendement attendu des actifs pour déterminer la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite.

Les informations à fournir dans les états financiers sont plus exhaustives en vertu de la norme modifiée. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

Autres

L'IASB entreprend actuellement plusieurs projets qui donneront lieu à des changements des normes IFRS existantes, lesquels pourraient avoir une incidence sur la Société :

Norme IFRS	Date d'émission prévue
Actifs et passifs de compensation	T4 2011 – Norme définitive
Dépréciation	T1 2012 – Exposé-sondage
Contrats de location	T1 2012 – Exposé-sondage
Comptabilité de couverture	T1 2012 – Norme définitive

Source : site Web de l'IASB, à l'adresse www.iasb.org

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du troisième trimestre de 2011, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Il n'y a eu aucun changement aux types de transactions entre parties liées depuis le 31 décembre 2010, excepté ce qui suit :

- En février 2011, après avoir obtenu une décision anticipée, la Société a convenu d'une transaction de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power.

Le 23 février 2011, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,0 G\$. La Société a émis des débentures garanties à 6,00 % totalisant 1,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit. Par conséquent, les actions privilégiées et les débentures, ainsi que les produits de dividendes et les charges connexes, sont contrebalancés dans les états financiers intermédiaires de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

La Société a également accepté d'acquiescer les actions d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, qui a enregistré des pertes fiscales découlant d'une transaction semblable à celle qui a été décrite ci-dessus. La Société a constaté l'avantage des pertes fiscales réalisées au 30 septembre 2011.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter à la note 13 des états financiers intermédiaires et aux notes 5 et 21 des états financiers annuels.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 septembre 2011, il y avait 257 454 523 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation.

Au 8 novembre 2011, il y en avait 257 441 441.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

Comptes consolidés de résultat

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)</i>	TRIMESTRES CLOS LES		PÉRIODES DE NEUF MOIS	
	2011	2010	2011	2010
		30 SEPTEMBRE		CLOSES LES 30 SEPTEMBRE
Produits				
Honoraires de gestion	464 649 \$	452 561 \$	1 448 551 \$	1 357 805 \$
Honoraires d'administration	85 116	82 579	260 540	249 268
Honoraires de distribution	80 759	68 775	253 676	212 856
Produits tirés des placements nets et autres produits	43 667	28 618	121 079	93 898
	674 191	632 533	2 083 846	1 913 827
Charges				
Commissions	218 939	207 458	681 863	633 522
Frais autres que les commissions	156 032	150 245	482 129	451 600
Charges d'intérêts	23 198	27 870	79 608	82 743
	398 169	385 573	1 243 600	1 167 865
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	276 022	246 960	840 246	745 962
Impôt sur le résultat	60 775	71 833	196 595	197 560
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	215 247	175 127	643 651	548 402
Bénéfice net lié aux activités abandonnées (note 2)	30 995	472	33 018	288
Bénéfice net	246 242	175 599	676 669	548 690
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 213	2 212	6 638	7 892
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	244 029 \$	173 387 \$	670 031 \$	540 798 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) (note 12)				
De base	257 807	261 714	258 461	262 226
Dilué	258 730	262 770	259 464	263 385
Bénéfice par action (en dollars) (note 12)				
Bénéfice net lié aux activités poursuivies				
De base	0,83 \$	0,66 \$	2,46 \$	2,06 \$
Dilué	0,82 \$	0,66 \$	2,46 \$	2,05 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				
De base	0,95 \$	0,66 \$	2,59 \$	2,06 \$
Dilué	0,94 \$	0,66 \$	2,58 \$	2,05 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

États consolidés du résultat global

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net	246 242 \$	175 599 \$	676 669 \$	548 690 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), déduction faite de l'impôt				
Activités poursuivies				
Régimes d'avantages du personnel				
Gains (pertes) actuariel(le)s net(te)s, <i>déduction faite de l'impôt de 10 897 \$, de 2 252 \$, de 12 368 \$ et de 6 757 \$</i>	(29 463)	(6 090)	(33 440)	(18 270)
Titres disponibles à la vente				
Profits (pertes) net(te)s latent(e)s, <i>déduction faite de l'impôt de 950 \$, de (688) \$, de 1 276 \$ et de (739) \$</i>	(3 665)	618	(4 290)	2 665
Reclassement des (profits) pertes réalisé(e)s dans le bénéfice net, <i>déduction faite de l'impôt de 232 \$, de (156) \$, de 648 \$ et de 198 \$</i>	(339)	982	(1 405)	(2 474)
	(4 004)	1 600	(5 695)	191
Participation dans une société affiliée et autres				
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), <i>déduction faite de l'impôt de 257 \$, de néant, de 74 \$ et de (17) \$</i>	(1 421)	9 860	(20 675)	(12 974)
	(34 888)	5 370	(59 810)	(31 053)
Activités abandonnées				
Titres disponibles à la vente	(496)	153	729	125
	(35 384)	5 523	(59 081)	(30 928)
Bénéfice global	210 858 \$	181 122 \$	617 588 \$	517 762 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Bilans consolidés

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 SEPTEMBRE 2011	31 DÉCEMBRE 2010	1^{ER} JANVIER 2010
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	715 745 \$	1 573 626 \$	945 081 \$
Titres <i>(note 3)</i>	278 677	954 691	1 246 259
Prêts <i>(note 4)</i>	3 929 594	4 094 652	3 928 361
Participation dans une société affiliée	579 033	580 478	574 754
Commissions de vente différées	773 492	794 555	847 427
Autres actifs	412 570	405 579	470 153
Actifs détenus en vue de la vente <i>(note 2)</i>	898 384	–	–
Immobilisations incorporelles	1 117 088	1 123 006	1 121 269
Goodwill	2 639 413	2 639 413	2 613 532
	11 343 996 \$	12 166 000 \$	11 746 836 \$
Passif			
Dépôts et certificats	148 616 \$	834 801 \$	907 343 \$
Pensions livrées sur titres <i>(note 3)</i>	224 963	635 302	629 817
Autres passifs	767 812	834 719	754 442
Impôt sur le résultat différé	256 291	264 292	288 456
Obligations à l'égard d'entités de titrisation <i>(note 5)</i>	3 553 780	3 505 451	3 310 084
Dette à long terme <i>(note 6)</i>	1 325 000	1 775 000	1 575 000
Passifs détenus en vue de la vente <i>(note 2)</i>	659 200	–	–
	6 935 662	7 849 565	7 465 142
Capitaux propres			
Capital social			
Actions privilégiées perpétuelles	150 000	150 000	150 000
Actions ordinaires	1 579 879	1 567 725	1 562 925
Surplus d'apport	38 171	37 785	37 845
Bénéfices non distribués	2 663 387	2 558 387	2 521 974
Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	(23 103)	2 538	8 950
	4 408 334	4 316 435	4 281 694
	11 343 996 \$	12 166 000 \$	11 746 836 \$

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 10 novembre 2011.

(Se reporter aux notes annexes.)

États consolidés des variations des capitaux propres

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE	
	2011	2010
Capital social – actions privilégiées perpétuelles <i>(note 7)</i>		
Solde à la fin	150 000 \$	150 000 \$
Capital social – actions ordinaires <i>(note 7)</i>		
Solde au début	1 567 725	1 562 925
Émises en vertu du régime d'options sur actions	32 240	20 731
Rachetées aux fins d'annulation	(20 086)	(11 929)
Solde à la fin	1 579 879	1 571 727
Surplus d'apport		
Solde au début	37 785	37 845
Options sur actions		
Charge de la période	3 884	1 361
Exercées	(3 498)	(2 294)
Solde à la fin	38 171	36 912
Bénéfices non distribués		
Solde au début	2 558 387	2 521 974
Bénéfice net	676 669	548 690
Pertes actuarielles nettes liées aux régimes d'avantages du personnel, déduction faite de l'impôt	(33 440)	(18 270)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(6 638)	(7 892)
Dividendes sur actions ordinaires	(403 049)	(402 845)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres <i>(note 7)</i>	(128 542)	(62 865)
Solde à la fin	2 663 387	2 578 792
Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) sur les éléments suivants :		
Titres disponibles à la vente		
Solde au début	5 599	1 321
Variation des profits (pertes) latent(e)s, déduction faite de l'impôt	(4 966)	316
Solde à la fin	633	1 637
Participation dans une société affiliée et autres		
Solde au début	(3 061)	7 629
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), déduction faite de l'impôt	(20 675)	(12 974)
Solde à la fin	(23 736)	(5 345)
Total du cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) à la fin	(23 103)	(3 708)
Total des capitaux propres	4 408 334 \$	4 333 723 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE	
	2011	2010
Activités opérationnelles – activités poursuivies		
Bénéfice net provenant des activités poursuivies	643 651 \$	548 402 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		
Impôt sur le résultat différé	5 718	(6 710)
Amortissement des commissions	212 535	220 242
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	24 859	24 033
Variation des actifs et passifs opérationnels et autres	(132 191)	(18 694)
	754 572	767 273
Commissions versées	(191 472)	(182 895)
	563 100	584 378
Activités de financement – activités poursuivies		
Diminution nette des dépôts et des certificats	(5 692)	(1 310)
Augmentation nette de l'obligation relative aux actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres	(410 339)	15 622
Augmentation nette des obligations à l'égard d'entités de titrisation	45 961	148 283
Remboursement sur la dette à long terme	(450 000)	–
Émission d'actions ordinaires	31 067	23 228
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(146 909)	(74 794)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles versés	(6 638)	(5 680)
Dividendes sur actions ordinaires versés	(397 750)	(403 421)
	(1 340 300)	(298 072)
Activités d'investissement – activités poursuivies		
Achat de titres	(5 711)	(6 147)
Produit de la vente de titres	446 632	270 922
Augmentation nette des prêts	(217 092)	(160 051)
Ajouts aux immobilisations corporelles, montant net	(11 601)	(9 208)
Ajouts aux immobilisations incorporelles, montant net	(5 074)	(10 317)
	207 154	85 199
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant des activités poursuivies	(570 046)	371 505
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant des activités abandonnées (note 2)	7 226	83 745
Trésorerie et équivalents de trésorerie provenant des activités poursuivies et abandonnées au début	1 573 626	945 081
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 010 806	1 400 331
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie provenant des activités abandonnées à la fin (note 2)	(295 061)	(352 570)
Trésorerie et équivalents de trésorerie provenant des activités poursuivies à la fin	715 745 \$	1 047 761 \$
Trésorerie	94 989 \$	80 923 \$
Équivalents de trésorerie	620 756	966 838
	715 745 \$	1 047 761 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts et dividendes reçus	152 738 \$	151 920 \$
Intérêts versés au cours de la période	134 313	114 583
Impôt sur le résultat payé au cours de la période	253 243	209 795

(Se reporter aux notes annexes.)

Notes annexes

30 SEPTEMBRE 2011 (non audité) (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») de la Société financière IGM Inc. (la « Société ») ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public, soit les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à IFRS 1, *Première application des IFRS* (« IFRS 1 »). Ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux méthodes comptables que la Société prévoit adopter dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2011 et ils se fondent sur les IFRS et sur les interprétations du Comité d'interprétation des Normes internationales d'information financière (l'« IFRIC ») qui, de l'avis de la Société, devraient être en vigueur à cette date. À moins d'avis contraire, les méthodes décrites ci-dessous ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées.

Par le passé, les états financiers consolidés de la Société étaient préparés en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada (le « référentiel comptable antérieur »). Le référentiel comptable antérieur diffère des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires, afin de se conformer aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes comptables et d'évaluation qui étaient employées dans la préparation des états financiers selon le référentiel comptable antérieur. Les données comparatives pour 2010 ont été retraitées afin de refléter ces différences. Certaines informations et notes à fournir considérées comme significatives à la compréhension des états financiers intermédiaires de la Société et qui figurent normalement dans les états financiers annuels préparés en vertu des IFRS sont intégrées aux présentes, ainsi que des rapprochements et une description de l'incidence de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS (note 15).

Utilisation du jugement, d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en vertu des IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Elle exige également de la direction qu'elle fasse des estimations et énonce des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers intermédiaires et dans les notes annexes. Les principaux secteurs pour lesquels la direction a dû exercer son jugement comprennent l'établissement des actifs financiers qui doivent être décomptabilisés, l'évaluation du classement approprié pour les instruments financiers, y compris ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, et l'établissement de l'existence d'une influence notable pour ce qui est de la participation de la Société dans une société affiliée. Les composantes clés de ces états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill, les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente différées, les provisions et les avantages du personnel. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Principes de consolidation

Les états financiers intermédiaires regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés. La Société est sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

La participation dans une société affiliée correspond à la participation de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), sur laquelle la Société exerce une influence notable, mais sur laquelle elle n'exerce pas de contrôle. Elle est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La participation dans Lifeco était initialement inscrite au coût, et la valeur comptable est augmentée ou réduite afin de constater la quote-part revenant à la Société du profit ou de la perte depuis la date d'acquisition.

Comptabilisation des produits

Les honoraires de gestion sont fondés sur la valeur liquidative de l'actif géré des fonds communs de placement et sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement lorsque le service est fourni. Les honoraires d'administration sont également constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement lorsque le service est fourni. Les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds communs de placement et sur titres sont constatés à la date de transaction. Les honoraires de distribution relatifs aux opérations liées aux produits d'assurance et aux autres services financiers sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Instruments financiers

Tous les actifs financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes : disponibles à la vente, à la juste valeur par le biais du résultat net, ou prêts et créances. Le classement est établi en fonction des fins auxquelles les actifs financiers ont été acquis. La direction classe ses actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont des actifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction ou, lors de la comptabilisation initiale, sont désignés par la Société comme à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis principalement afin d'être vendus à brève échéance. Les dérivés sont également considérés comme détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils aient été désignés comme instruments de couverture. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs. Les actifs financiers disponibles à la vente sont des instruments financiers non dérivés qui sont classés dans cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories.

Tous les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés, à l'exception des prêts et créances, lesquels sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers sont classés soit comme des passifs financiers évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, lesquels sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés comme disponibles à la vente, ainsi que les montants des autres éléments du bénéfice global, incluant les gains et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans sa société affiliée, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du bénéfice global fait partie des capitaux propres.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les produits d'intérêts sont enregistrés selon la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Titres

Les titres de placement, qui sont comptabilisés selon la date de transaction, sont classés soit comme disponibles à la vente, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les titres disponibles à la vente comprennent les titres de participation détenus comme placements à long terme, les placements dans des fonds d'investissement exclusifs et les titres à revenu fixe. Les profits et les pertes réalisés à la cession des titres disponibles à la vente, les dividendes déclarés, les produits d'intérêts, ainsi que l'amortissement d'escomptes ou de primes selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les profits et les pertes latents sur les titres désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de juste valeur sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les Obligations hypothécaires du Canada et les titres à revenu fixe. Les profits et les pertes réalisés et latents ainsi que les produits d'intérêts sur ces titres sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Prêts

Les prêts sont classés comme détenus à des fins de transaction ou comme des prêts et créances, selon l'intention de la Société de vendre ces prêts dans un avenir proche.

Les prêts classés comme détenus aux fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant constatées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits. Les prêts classés dans les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, moins une provision pour pertes sur créances. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif et sont constatés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Prêts (suite)

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'existe plus d'assurance raisonnable de recouvrer en totalité le capital et les intérêts aux dates prévues. Un prêt est également classé dans cette catégorie lorsque les intérêts ou le capital sont en souffrance depuis 90 jours aux termes du contrat, sauf dans les cas où la direction juge que l'on ne peut douter du recouvrement du capital et des intérêts.

La Société maintient une provision pour pertes sur créances qui est considérée comme suffisante par la direction pour absorber toutes les pertes de crédit découlant de son portefeuille. Des provisions particulières sont constituées à la suite d'examen des prêts individuels. Une provision d'un autre type a été établie, appelée provision collective, qui vise certains secteurs plutôt que des prêts individuels. Cette provision est constituée lorsque la direction juge, à la suite d'une évaluation prudente, que des pertes sont survenues, mais qu'il n'est pas encore possible de déterminer quels prêts pourraient être touchés.

Décomptabilisation

La Société conclut des transactions au cours desquelles elle transfère les actifs financiers comptabilisés dans son bilan. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés. Les profits et les pertes et les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les transactions relatives aux actifs financiers qui ne sont pas décomptabilisés sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanties.

Commissions de vente différées

Les commissions versées à la vente de certains fonds communs de placement sont différées et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans. Les commissions versées à la vente de dépôts sont différées et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de cinq ans. Lorsqu'un client fait racheter des parts dans des fonds communs de placement assorties de frais d'acquisition différés, ce client verse des frais de rachat, qui sont constatés par la Société à titre de produits. Tout actif lié aux commissions de vente différées non amorties restantes constaté à la vente initiale de ces parts de fonds communs de placement est inscrit à titre de cession. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente différées à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société a, entre autres, effectué le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente différées par rapport à sa valeur comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, qui sont incluses dans le poste Autres actifs, sont constatées au coût présumé de 266,3 M\$ au 30 septembre 2011 (267,5 M\$ au 31 décembre 2010; 260,7 M\$ au 1^{er} janvier 2010), moins l'amortissement cumulé de 161,2 M\$ (162,8 M\$ au 31 décembre 2010; 159,0 M\$ au 1^{er} janvier 2010). Les immeubles, le mobilier et le matériel sont amortis selon un mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, qui varie de 3 à 10 ans pour le matériel et le mobilier, et qui est de 10 à 50 ans pour les immeubles et leurs composantes. Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Goodwill et immobilisations incorporelles

La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des frais de vente et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie).

Les contrats de gestion de fonds communs de placement sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisque les droits contractuels relatifs à la gestion des actifs n'ont pas de durée déterminée.

Les appellations commerciales sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisqu'elles génèrent des produits au sein de l'ensemble des activités intégrées de gestion de l'actif de la Société et que cette dernière prévoit les utiliser dans un avenir prévisible.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon un mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de 20 ans. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Avantages du personnel

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes complémentaires de retraite des cadres (les « RCRC ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations définies offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. Une évaluation actuarielle à des fins de capitalisation est effectuée tous les trois ans; la plus récente évaluation a été faite au 31 décembre 2009 et la prochaine évaluation requise sera effectuée au 31 décembre 2012.

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi acquis par les employés est déterminé actuariellement selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses de la direction concernant le taux de rendement prévu des actifs des régimes à long terme, les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des régimes de retraite. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les passifs sont établis à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. Les actifs des régimes de retraite à prestations définies sont investis dans nos fonds communs de placement d'actions, à revenu fixe et équilibrés exclusifs et sont inscrits à la juste valeur.

Les charges ou produits au titre des avantages du personnel sont inclus dans les frais autres que les commissions et ils comprennent le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi offerts au titre des services rendus durant l'exercice en cours, le coût financier sur le passif au titre des prestations constituées et le rendement prévu de l'actif du régime. Les charges ou produits au titre des avantages du personnel comprennent également les coûts et crédits des services passés relatifs au régime de retraite, aux RCRC et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Les coûts ou les crédits des services passés à l'égard desquels les droits ne sont pas acquis sont amortis sur la période d'acquisition des droits, soit la durée d'utilité résiduelle moyenne prévue du groupe d'employés touchés pour ce qui est du régime de retraite et des RCRC et jusqu'à la date d'admissibilité intégrale pour ce qui est des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis sont constatés immédiatement dans les charges ou les produits au titre des avantages.

La Société constate les écarts actuariels pour la période au cours de laquelle ils surviennent dans les autres éléments du bénéfice global.

L'actif ou le passif au titre des prestations constituées représente l'écart cumulatif entre les charges et les cotisations de capitalisation et est inclus dans les autres actifs ou les autres passifs.

Paiements fondés sur des actions

La Société utilise la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés. La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'attribution. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les droits sur les options sur actions deviennent acquis, ce qui se traduit par une hausse proportionnelle du surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont exercées, le produit et le montant enregistré au surplus d'apport sont ajoutés au capital social.

Impôt sur le résultat

La Société utilise la méthode du report variable pour comptabiliser l'impôt sur le résultat, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôt différé reflètent les incidences fiscales futures prévues des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale et les reports en avant de pertes fiscales. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont mesurés en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des différences temporelles.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action, sauf que le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation inclut l'effet dilutif potentiel des options sur actions en cours attribuées par la Société, tel qu'il a été déterminé par la méthode des actions propres.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer le risque actions et le risque de taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

La Société documente officiellement toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement entre tous les dérivés et des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou des opérations futures prévues. La Société évalue aussi officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts.

Les instruments dérivés précisément désignés comme instruments de couverture et respectant les critères d'efficacité de couverture contrebalancent les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est désignée soit comme une couverture de flux de trésorerie, soit comme une couverture de juste valeur. Une couverture de flux de trésorerie exige que la variation de la juste valeur du dérivé, dans la mesure où elle est efficace, soit comptabilisée dans les autres éléments du bénéfice global, qui sont reclassés dans les comptes consolidés de résultat lorsque l'élément couvert a une incidence sur le bénéfice. La variation de la juste valeur de la partie inefficace du dérivé de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat. Une couverture de juste valeur exige que la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert soient toutes deux comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat.

Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur dans les bilans consolidés, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire. Ces swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans l'échange du capital notionnel sur lequel les versements sont fondés. Ces instruments ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

La Société conclut également des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré afin de gérer son exposition aux fluctuations du rendement total de ses actions ordinaires liées à des ententes de rémunération différée. Les swaps de rendement total et les contrats à terme de gré à gré nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces instruments ne sont pas désignés comme instruments de couverture, auquel cas les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Frais autres que les commissions des comptes consolidés de résultat.

Les dérivés non désignés comme instruments de couverture continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, qui surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même si les exigences liées à l'application de la comptabilité de couverture ne sont pas respectées.

Modifications comptables futures

La Société continue de suivre les modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et d'analyser l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, qui modifie les critères de classement et d'évaluation des instruments financiers qui sont dans le champ d'application d'IAS 39. La norme est actuellement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cependant, l'IASB a publié un exposé-sondage proposant un report de l'entrée en vigueur de la norme au 1^{er} janvier 2015.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Modifications comptables futures (suite)

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10, qui présente un modèle de consolidation unique pour toutes les entités. Cette norme porte sur le contrôle, y compris les droits détenus par un investisseur quant aux rendements variables liés à sa participation dans l'entreprise détenue et la capacité de l'investisseur d'influer sur ces rendements grâce au pouvoir qu'il exerce sur l'entreprise détenue. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

L'IASB a publié IFRS 12, qui intègre dans une seule norme toutes les dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui concerne les participations dans des filiales, des accords conjoints, des entreprises associées et des entreprises structurées non consolidées. Les dispositions relatives aux informations à fournir donnent les renseignements nécessaires pour évaluer la nature de la participation d'une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont liés, de même que l'incidence de ces participations sur les états financiers de l'entité. La norme est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 afin de réunir dans une seule norme toutes les directives relatives à l'information à fournir et à l'évaluation à la juste valeur. La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou versé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction volontaire entre des intervenants du marché. En vertu de cette norme, les informations à fournir dans les états financiers sont plus complètes. La norme est en vigueur de façon prospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS 1, Présentation des états financiers

L'IASB a modifié IAS 1 en ce qui concerne la présentation des autres éléments du bénéfice global. Ces modifications ont pour principal effet d'obliger les entités à regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du bénéfice global selon qu'ils seront ou non reclassés ultérieurement dans le bénéfice net. Les modifications sont appliquées de manière rétrospective et entrent en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012.

IAS 19, Avantages du personnel

L'IASB a publié IAS 19, qui modifie les critères d'évaluation et de présentation des régimes à prestations définies. Au nombre des changements apportés figure ce qui suit :

- L'élimination de la méthode de la réduction du coût (l'approche du corridor) lors de la comptabilisation des écarts actuariels dans le bénéfice net. Les écarts actuariels peuvent être comptabilisés immédiatement dans le bénéfice net ou dans les autres éléments du bénéfice global. Les écarts actuariels comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global ne sont pas reclassés dans le bénéfice net au cours de périodes ultérieures.
- Des changements dans la comptabilisation des coûts des services passés. Les coûts des services passés découlant des changements ou des réductions des régimes sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les changements ou les réductions sont survenus, sans égard à l'acquisition des droits.
- L'élimination du concept de rendement attendu des actifs. IAS 19 révisée exige le recours au taux d'actualisation plutôt qu'au rendement attendu des actifs pour déterminer la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite. Les informations à fournir dans les états financiers sont plus exhaustives en vertu de la norme modifiée. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

2. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 2 septembre 2011, la Société a conclu une entente visant la vente de la totalité des actions ordinaires de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. (« M.R.S. »). On estime que la contrepartie en trésorerie, établie en fonction des états financiers de M.R.S. au 30 septembre 2011, se chiffrera à environ 199,5 M\$, sous réserve des ajustements à la clôture, en plus d'un remboursement de 20 M\$ sur la dette subordonnée et d'un passif repris de 67,2 M\$ relatif aux montants détenus en dépôt auprès de M.R.S. par Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. La transaction devrait être conclue au quatrième trimestre de 2011, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires.

Conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les résultats et les flux de trésorerie opérationnels de M.R.S., qui étaient auparavant inclus dans les résultats du secteur à présenter Mackenzie, ont été classés comme des activités abandonnées. Les actifs et les passifs connexes ont été classés comme des actifs et des passifs détenus en vue de la vente.

2. ACTIVITÉS ABANDONNÉES *(suite)*

Bénéfice net lié aux activités abandonnées

	2011		2010	
	TRIMESTRE	PÉRIODE DE	TRIMESTRE	PÉRIODE DE
	CLOS LE	NEUF MOIS	CLOS LE	NEUF MOIS
	30 SEPTEMBRE	CLOSE LE	30 SEPTEMBRE	CLOSE LE
Produits				
Produits tirés des honoraires	5 212 \$	16 228 \$	5 473 \$	17 128 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	5 249	12 469	3 488	9 359
	10 461	28 697	8 961	26 487
Charges	7 206	21 843	7 437	23 762
Bénéfice avant impôt sur le résultat	3 255	6 854	1 524	2 725
Impôt sur le résultat				
Activités	960	1 998	526	903
Variation de l'estimation	(28 700)	(28 162)	526	1 534
	(27 740)	(26 164)	1 052	2 437
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	30 995 \$	33 018 \$	472 \$	288 \$

Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Les montants suivants, liés aux activités abandonnées, sont inclus dans les flux de trésorerie de la Société :

	2011		2010	
	TRIMESTRE	PÉRIODE DE	TRIMESTRE	PÉRIODE DE
	CLOS LE	NEUF MOIS	CLOS LE	NEUF MOIS
	30 SEPTEMBRE	CLOSE LE	30 SEPTEMBRE	CLOSE LE
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles		(55 174) \$		3 888 \$
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement		(55 081)		(35 606)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		117 481		115 463
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		7 226 \$		83 745 \$

Actifs et passifs détenus en vue de la vente

	2011	
	AU 30 SEPTEMBRE	
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	295 061 \$	
Titres	119 750	
Prêts	404 919	
Autres actifs	78 654	
Actifs liés aux activités abandonnées	898 384 \$	
Passif		
Dépôts	632 471 \$	
Autres passifs	26 729	
Passifs liés aux activités abandonnées	659 200 \$	

3. TITRES

	30 SEPTEMBRE 2011		31 DÉCEMBRE 2010		1 ^{ER} JANVIER 2010	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente :						
Actions ordinaires	5 357 \$	5 358 \$	5 843 \$	7 698 \$	236 383 \$	237 085 \$
Fonds d'investissement exclusifs	19 363	19 650	32 214	37 794	41 259	41 341
Titres à revenu fixe	–	–	243 939	243 748	314 260	315 387
	24 720	25 008	281 996	289 240	591 902	593 813
Juste valeur par le biais du résultat net :						
Obligations hypothécaires du Canada	220 432	224 870	647 318	637 850	647 318	624 703
Titres à revenu fixe	30 939	28 799	31 301	27 601	31 443	27 743
	251 371	253 669	678 619	665 451	678 761	652 446
	276 091 \$	278 677 \$	960 615 \$	954 691 \$	1 270 663 \$	1 246 259 \$

Disponibles à la vente

Titres à revenu fixe

Les titres à revenu fixe ont été classés dans les actifs détenus en vue de la vente au 30 septembre 2011 (note 2).

Juste valeur par le biais du résultat net

Obligations hypothécaires du Canada

Dans le cadre de ses activités de gestion du risque de taux d'intérêt liées à ses activités bancaires hypothécaires, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada, lesquelles ont par la suite été vendues en vertu de pensions livrées sur titres qui représentent des transactions à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée.

Ces titres avaient une juste valeur de 224,9 M\$ au 30 septembre 2011. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût amorti et avait une valeur comptable de 225,0 M\$. Les charges d'intérêts relatives à ces obligations sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les comptes consolidés de résultat.

Titres à revenu fixe

Au 30 septembre 2011, les titres à revenu fixe totalisant 28,8 M\$ étaient composés des billets restructurés des conduits multicédants du véhicule d'actifs cadre (le « VAC »). En 2011, la juste valeur des billets sous-jacents a augmenté de 1,6 M\$; cette hausse a été contrebalancée par des paiements de capital et d'intérêts de 0,4 M\$ reçus à l'égard des billets restructurés des conduits multicédants du VAC.

L'évaluation des billets restructurés des conduits multicédants du VAC par la Société était fondée sur son appréciation des conditions en vigueur au 30 septembre 2011. La juste valeur estimative reflète la répartition des billets à taux variable que la Société a reçus et qui devraient venir à échéance en janvier 2017. La Société a estimé la juste valeur de la composante des billets de premier rang et des billets subordonnés en actualisant les flux de trésorerie prévus selon des taux comparables aux taux de rendement en vigueur sur les marchés et selon les différentiels de taux disponibles pour les titres ayant des caractéristiques semblables à celles des billets restructurés, et d'autres données relatives au marché qui reflètent la meilleure information disponible à laquelle a accès la Société. La juste valeur des billets reflète à long terme à taux variable liés aux actifs non admissibles a été évaluée selon les données observables du marché provenant de sources d'établissement des prix indépendantes ou en utilisant les flux de trésorerie actualisés prévus reflétant la meilleure information disponible de la Société, incluant une référence aux taux en vigueur sur les marchés pour les instruments d'emprunt sur le marché canadien.

4. PRÊTS

	ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE			TOTAL	TOTAL	TOTAL
	1 AN OU MOINS	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	30 SEPTEMBRE 2011	31 DÉCEMBRE 2010	1 ^{ER} JANVIER 2010
Prêts et créances						
Prêts hypothécaires résidentiels	455 666 \$	3 071 039 \$	5 617 \$	3 532 322 \$	3 590 629 \$	3 389 155 \$
Prêts hypothécaires commerciaux	–	–	–	–	393	423
	455 666	3 071 039	5 617	3 532 322	3 591 022	3 389 578
Prêts à l'investissement	–	–	–	–	283 570	305 335
	455 666 \$	3 071 039 \$	5 617 \$	3 532 322	3 874 592	3 694 913
Moins : provision collective				578	4 338	6 943
				3 531 744	3 870 254	3 687 970
Détenus à des fins de transaction				397 850	224 398	240 391
				3 929 594 \$	4 094 652 \$	3 928 361 \$

La provision pour pertes sur créances a varié comme suit :

Solde au début	4 338 \$	6 943 \$
Radiations	–	(121)
Recouvrements	85	20
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(85)	(2 504)
Provision pour pertes sur créances reclassée dans les actifs détenus en vue de la vente	(3 760)	–
Solde à la fin	578 \$	4 338 \$

Les prêts classés dans les prêts et créances et détenus à des fins de transaction, déduction faite de la provision collective connexe pour pertes sur créances, totalisaient 404,9 M\$ au 30 septembre 2011 et ont été classés dans les actifs détenus en vue de la vente (note 2).

Au 30 septembre 2011, les prêts douteux totalisaient 2 033 \$ (1 106 \$ au 31 décembre 2010; 1 495 \$ au 1^{er} janvier 2010).

Les produits d'intérêts sur les prêts classés comme prêts et créances ont totalisé 110,9 M\$ (112,7 M\$ en 2010). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 62,2 M\$ (48,5 M\$ en 2010). Ces montants ont été inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits.

5. TITRISATIONS

La Société conclut des transactions qui donnent lieu au transfert d'actifs financiers à des tiers.

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques canadiennes. La Société a conservé certains éléments du risque de crédit associés aux actifs transférés. Cependant, le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société est limité aux droits conservés par cette dernière, et la quasi-totalité des prêts hypothécaires titrisés sont assurés. La section intitulée « Instruments financiers » du rapport de gestion de la Société contenu dans le rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2011 présente plus de renseignements sur la gestion du risque de crédit. La Société conserve le risque lié aux paiements anticipés à l'égard des prêts titrisés. Par conséquent, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans à une valeur comptable de 3,50 G\$ au 30 septembre 2011 (3,47 G\$ au 31 décembre 2010; 3,26 G\$ au 1^{er} janvier 2010), et elle a constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation un passif correspondant de 3,55 G\$ (3,51 G\$ au 31 décembre 2010; 3,31 G\$ au 1^{er} janvier 2010), lequel est comptabilisé au coût amorti.

5. TITRISATIONS *(suite)*

Les droits conservés par la Société à l'égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve et les droits à la marge excédentaire future. Ils comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire (le « swap lié au compte de réinvestissement du capital »), reflétée dans les états financiers de la Société à titre de dérivé d'une juste valeur négative de (74,0) M\$ au 30 septembre 2011 [(26,1) M\$ au 31 décembre 2010; 10,2 M\$ au 1^{er} janvier 2010]). Les droits conservés sont subordonnés aux droits des investisseurs dans des structures de titrisation (les « acheteurs »). Les acheteurs n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société si les détenteurs de prêts hypothécaires sont en défaut de paiement à l'échéance. Au 30 septembre 2011, la juste valeur du total des droits conservés, y compris le swap lié au compte de réinvestissement du capital, se chiffrait à 24,7 M\$ (107,0 M\$ au 31 décembre 2010; 173,6 M\$ au 1^{er} janvier 2010).

Les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts hypothécaires titrisés soient assurés par un assureur approuvé. Au 30 septembre 2011, les prêts titrisés de la Société étaient assurés dans une proportion de 98,5 %.

6. DETTE À LONG TERME

ÉCHÉANCE	TAUX	SÉRIE	30 SEPTEMBRE	31 DÉCEMBRE
			2011	2010
9 mai 2011	6,75 %	2001	– \$	450 000 \$
7 mars 2018	6,58 %	2003	150 000	150 000
8 avril 2019	7,35 %	2009	375 000	375 000
13 décembre 2027	6,65 %	1997	125 000	125 000
9 mai 2031	7,45 %	2001	150 000	150 000
31 décembre 2032	7,00 %	2002	175 000	175 000
7 mars 2033	7,11 %	2003	150 000	150 000
10 décembre 2040	6,00 %	2010	200 000	200 000
			1 325 000 \$	1 775 000 \$

Les débetures non garanties sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, à la valeur nominale ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

La dette à long terme est classée comme autre que détenue à des fins de transaction et est comptabilisée au coût amorti.

Les débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, sont venues à échéance et ont été remboursées le 9 mai 2011.

7. CAPITAL SOCIAL

Émis et en circulation

	30 SEPTEMBRE 2011		30 SEPTEMBRE 2010	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions privilégiées perpétuelles classées dans les capitaux propres :				
Actions privilégiées de premier rang, série B	6 000 000	150 000 \$	6 000 000	150 000 \$
Actions ordinaires :				
Solde au début	259 717 507	1 567 725 \$	262 633 255	1 562 925 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions	1 033 316	32 240	698 360	20 731
Rachetées aux fins d'annulation	(3 296 300)	(20 086)	(1 990 000)	(11 929)
Solde à la fin	257 454 523	1 579 879 \$	261 341 615	1 571 727 \$

7. CAPITAL SOCIAL *(suite)*

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours du troisième trimestre de 2011, 585 000 actions (600 000 actions en 2010) ont été rachetées au coût de 25,4 M\$ (23,0 M\$ en 2010). Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, 3 296 300 actions (1 990 000 actions en 2010) ont été rachetées au coût de 146,9 M\$ (74,8 M\$ en 2010). Les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non distribués.

Le 12 avril 2011, la Société a entrepris une offre publique de rachat, en vigueur pour une année, dans le cours normal de ses activités. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 12,9 millions de ses actions ordinaires en circulation, soit 5 % de celles-ci, au 31 mars 2011. Le 12 avril 2010, la Société a entrepris une offre publique de rachat, en vigueur pour une année, dans le cours normal de ses activités. En vertu de cette offre, la Société pouvait racheter jusqu'à 13,1 millions de ses actions ordinaires en circulation, soit 5 % de celles-ci, au 31 mars 2010.

8. GESTION DU CAPITAL

Les politiques, procédures et activités de gestion du capital de la Société sont présentées dans le rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2011 et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

9. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	30 SEPTEMBRE 2011	31 DÉCEMBRE 2010	1 ^{ER} JANVIER 2010
Options sur actions ordinaires			
– En cours	8 520 005	8 958 494	9 415 005
– Pouvant être exercées	3 833 035	4 234 649	4 541 430

Au cours du troisième trimestre de 2011, la Société n'a attribué aucune option à des salariés (néant en 2010). Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, la Société a attribué 872 085 options à des salariés (1 182 125 en 2010). La juste valeur des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2011 a été estimée à 6,59 \$ l'option (5,53 \$ en 2010) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution sont les suivantes :

	2011	2010
Prix d'exercice	46,72 \$	42,15 \$
Taux d'intérêt sans risque	3,02 %	3,11 %
Durée de vie attendue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	22,00 %	22,00 %
Taux de rendement attendu des dividendes	4,39 %	4,87 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du prix des actions de la Société sur six années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution. Une tranche des options en cours peut être exercée seulement après que certains objectifs de rendement ont été atteints.

10. GESTION DES RISQUES

Les politiques et procédures de gestion des risques de la Société sont présentées dans le rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2011 et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

11. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société a constaté la charge au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi comme suit :

	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE	
	2011	2010	2011	2010
Régime de retraite à prestations définies et régimes complémentaires de retraite des cadres	4 001 \$	994 \$	7 923 \$	2 984 \$
Charge au titre des avantages postérieurs à l'emploi	393	281	1 178	842
Total	4 394 \$	1 275 \$	9 101 \$	3 826 \$

12. BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE

	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice				
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	215 247 \$	175 127 \$	643 651 \$	548 402 \$
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	30 995	472	33 018	288
Bénéfice net	246 242	175 599	676 669	548 690
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 213	2 212	6 638	7 892
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	244 029 \$	173 387 \$	670 031 \$	540 798 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	257 807	261 714	258 461	262 226
Ajouter :				
– exercice potentiel des options sur actions en cours	923	1 056	1 003	1 159
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – Dilué	258 730	262 770	259 464	263 385
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)				
De base				
Lié aux activités poursuivies	0,83 \$	0,66 \$	2,46 \$	2,06 \$
Lié aux activités abandonnées	0,12	–	0,13	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,95 \$	0,66 \$	2,59 \$	2,06 \$
Dilué				
Lié aux activités poursuivies	0,82 \$	0,66 \$	2,46 \$	2,05 \$
Lié aux activités abandonnées	0,12	–	0,12	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,94 \$	0,66 \$	2,58 \$	2,05 \$

13. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En février 2011, après avoir obtenu une décision anticipée, la Société a conclu une entente relative à la consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power.

Le 23 février 2011, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,0 G\$. La Société a émis des débentures garanties à 6,00 % totalisant 1,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit. Par conséquent, les actions privilégiées et les débentures, ainsi que les produits de dividendes et les charges connexes, sont contrebalancés dans les états financiers intermédiaires de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

13. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES *(suite)*

La Société a également accepté d'acquérir les actions d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, qui a enregistré des pertes fiscales découlant d'une transaction semblable à celle qui a été décrite ci-dessus. La Société a constaté l'avantage des pertes fiscales réalisées au 30 septembre 2011.

14. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM sont les suivants :

- le Groupe Investors
- Mackenzie
- les Activités internes et autres

Ces secteurs reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière. La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du résultat avant intérêts et impôt.

Les résultats opérationnels du secteur à présenter Mackenzie ne tiennent pas compte des activités abandonnées (note 2). Les actifs connexes classés dans les actifs détenus en vue de la vente sont inclus dans les résultats du secteur à présenter Activités internes et autres au 30 septembre 2011.

	2011			
Trimestre clos le 30 septembre	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	282 966 \$	170 409 \$	11 274 \$	464 649 \$
Honoraires d'administration	55 561	26 901	2 654	85 116
Honoraires de distribution	46 755	4 529	29 475	80 759
Produits tirés des placements nets et autres produits	20 658	1 289	21 720	43 667
	405 940	203 128	65 123	674 191
Charges				
Commissions	121 374	69 409	28 156	218 939
Frais autres que les commissions	86 280	58 610	11 142	156 032
	207 654	128 019	39 298	374 971
Bénéfice avant les éléments suivants :	198 286 \$	75 109 \$	25 825 \$	299 220
Charges d'intérêts				(23 198)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				276 022
Impôt sur le résultat				60 775
Bénéfice net lié aux activités poursuivies				215 247
Bénéfice net lié aux activités abandonnées				30 995
Bénéfice net				246 242
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 213
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				244 029 \$

14. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2010

Trimestre clos le 30 septembre	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	274 438 \$	168 801 \$	9 322 \$	452 561 \$
Honoraires d'administration	53 323	27 158	2 098	82 579
Honoraires de distribution	43 242	5 001	20 532	68 775
Produits tirés des placements nets et autres produits	19 053	(314)	18 039	36 778
	390 056	200 646	49 991	640 693
Charges				
Commissions	116 923	70 377	20 158	207 458
Frais autres que les commissions	78 906	57 981	13 358	150 245
	195 829	128 358	33 516	357 703
Bénéfice avant les éléments suivants :	194 227 \$	72 288 \$	16 475 \$	282 990
Charges d'intérêts				(27 870)
Quote-part de la provision de la société affiliée				(8 160)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				246 960
Impôt sur le résultat				71 833
Bénéfice net lié aux activités poursuivies				175 127
Bénéfice net lié aux activités abandonnées				472
Bénéfice net				175 599
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 212
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				173 387 \$

14. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	2011			
Période de neuf mois close le 30 septembre	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	879 305 \$	535 390 \$	33 856 \$	1 448 551 \$
Honoraires d'administration	171 748	80 904	7 888	260 540
Honoraires de distribution	141 755	15 258	96 663	253 676
Produits tirés des placements nets et autres produits	54 976	2 239	63 864	121 079
	1 247 784	633 791	202 271	2 083 846
Charges				
Commissions	370 526	219 460	91 877	681 863
Frais autres que les commissions	264 131	182 612	35 386	482 129
	634 657	402 072	127 263	1 163 992
Bénéfice avant les éléments suivants :	613 127 \$	231 719 \$	75 008 \$	919 854
Charges d'intérêts				(79 608)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				840 246
Impôt sur le résultat				196 595
Bénéfice net lié aux activités poursuivies				643 651
Bénéfice net lié aux activités abandonnées				33 018
Bénéfice net				676 669
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				6 638
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				670 031 \$
Actifs identifiables	5 020 468 \$	1 347 836 \$	2 336 279 \$	8 704 583 \$
Goodwill	1 347 781	1 169 040	122 592	2 639 413
Total de l'actif	6 368 249 \$	2 516 876 \$	2 458 871 \$	11 343 996 \$

14. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2010

Période de neuf mois close le 30 septembre	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	821 840 \$	508 863 \$	27 102 \$	1 357 805 \$
Honoraires d'administration	162 407	80 558	6 303	249 268
Honoraires de distribution	129 933	16 747	66 176	212 856
Produits tirés des placements nets et autres produits	36 845	(86)	65 299	102 058
	1 151 025	606 082	164 880	1 921 987
Charges				
Commissions	351 704	217 757	64 061	633 522
Frais autres que les commissions	243 974	176 022	31 604	451 600
	595 678	393 779	95 665	1 085 122
Bénéfice avant les éléments suivants :	555 347 \$	212 303 \$	69 215 \$	836 865
Charges d'intérêts				(82 743)
Quote-part de la provision de la société affiliée				(8 160)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				745 962
Impôt sur le résultat				197 560
Bénéfice net lié aux activités poursuivies				548 402
Bénéfice net lié aux activités abandonnées				288
Bénéfice net				548 690
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				7 892
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				540 798 \$
Actifs identifiables	5 169 402 \$	2 366 924 \$	1 789 937 \$	9 326 263 \$
Goodwill	1 347 781	1 172 750	98 908	2 619 439
Total de l'actif	6 517 183 \$	3 539 674 \$	1 888 845 \$	11 945 702 \$

15. TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2011 seront les premiers états financiers consolidés annuels conformes aux IFRS, et les états financiers intermédiaires ont été préparés comme il est décrit à la note 1, et comprennent l'application d'IFRS 1. IFRS 1 exige d'une entité qu'elle mentionne l'adoption des IFRS dans ses premiers états financiers consolidés annuels préparés conformément aux IFRS dans une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS incluse dans les états financiers en question. La Société formulera cette déclaration lorsqu'elle publiera ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2011.

Au troisième trimestre de 2011, la Société a adopté des méthodes comptables conformes aux directives émises par l'International Accounting Standards Board relatives au traitement des options de vente sur les participations ne donnant pas le contrôle et sur l'évaluation des titres disponibles à la vente. Ces changements ont eu une incidence sur le bénéfice net constaté en 2010 et au cours des deux premiers trimestres de 2011. Se reporter aux paragraphes x) et xi) de la présente note, sous « Changements de méthodes comptables », pour plus d'information.

IFRS 1 exige également que des informations financières comparatives soient présentées. Par conséquent, la première date d'application des IFRS, pour la Société, est le 1^{er} janvier 2010 (la « date de transition »). IFRS 1 exige que les nouveaux adoptants appliquent de façon rétrospective toutes les normes IFRS en vigueur à la date de clôture, soit le 31 décembre 2011 pour la Société. Cependant, IFRS 1 accorde aussi aux nouveaux adoptants certaines exemptions optionnelles et certaines exceptions obligatoires.

15. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Choix initiaux au moment de l'adoption

Les exemptions à l'application rétrospective de l'ensemble des IFRS retenues appliquées en vertu d'IFRS 1 par la Société lors du passage du référentiel comptable antérieur aux IFRS sont les suivantes :

a) *Regroupements d'entreprises :*

IFRS 1 permet d'appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, de façon rétrospective ou prospective à partir de la date de transition. L'application rétrospective nécessiterait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition. La Société a choisi de ne pas appliquer IFRS 3 de façon rétrospective aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition, et ces regroupements d'entreprises n'ont pas été retraités. La valeur comptable de tout goodwill découlant des regroupements d'entreprises avant la date de transition, déterminée en vertu du référentiel comptable antérieur, n'a pas été retraitée par suite de l'application de ces exemptions.

b) *Avantages du personnel :*

IFRS 1 permet d'appliquer de façon rétrospective IAS 19, *Avantages du personnel*, pour la constatation des écarts actuariels, ou encore que les écarts actuariels cumulés différés en vertu du référentiel comptable antérieur soient constatés dans les bénéfices non distribués d'ouverture à la date de transition. La Société a choisi de constater tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition dans les bénéfices non distribués d'ouverture pour tous les régimes à prestations définies du personnel.

c) *Juste valeur comme coût présumé :*

IFRS 1 donne la possibilité d'évaluer un élément des immobilisations corporelles à sa juste valeur à la date de transition et d'utiliser cette juste valeur comme coût présumé à cette date. La Société a décidé d'appliquer cette option à certains éléments de ses immobilisations corporelles.

Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre le bénéfice net, le bénéfice global, les capitaux propres, les flux de trésorerie et le bilan en vertu du référentiel comptable antérieur et des IFRS :

Rapprochement du bénéfice net

		2010		
		TRIMESTRE CLOS LE	PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE	EXERCICE CLOS LE
	NOTE	30 SEPTEMBRE	30 SEPTEMBRE	31 DÉCEMBRE
Bénéfice net en vertu du référentiel comptable antérieur		171 903 \$	535 414 \$	735 585 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur le bénéfice net présenté (déduction faite de l'impôt) :				
Décomptabilisation	i	5 659	14 675	25 619
Commissions de vente différées	ii	2 931	5 472	8 913
Rémunération fondée sur des actions	iii	3	254	260
Immobilisations corporelles	iv	(18)	19	31
Avantages du personnel	v	(213)	(643)	(13 700)
Participation dans une société affiliée	vi	(392)	(19)	(1 086)
Impôt sur le résultat différé	vii	102	301	319
Provisions	viii	(3 458)	(3 365)	(2 924)
Regroupements d'entreprises	ix	-	-	(9 330)
Passifs financiers	x	46	(138)	(454)
Titres disponibles à la vente	xi	(964)	(3 280)	(3 280)
		3 696	13 276	4 368
Bénéfice net en vertu des IFRS		175 599 \$	548 690 \$	739 953 \$

15. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS *(suite)*

Rapprochement du bénéfice global

		2010		
		TRIMESTRE CLOS LE	PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE	EXERCICE CLOS LE
	NOTE	30 SEPTEMBRE	30 SEPTEMBRE	31 DÉCEMBRE
Bénéfice global en vertu du référentiel comptable antérieur		183 045 \$	519 089 \$	725 098 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur le bénéfice global présenté (déduction faite de l'impôt) :				
Augmentation du bénéfice net attribuable aux IFRS		3 696	13 276	4 368
Pertes actuarielles liées aux régimes d'avantages du personnel	v	(6 090)	(18 270)	(24 359)
Participation dans une société affiliée	vi	(491)	425	833
Titres disponibles à la vente	xi	963	3 242	3 242
		(1 922)	(1 327)	(15 916)
Bénéfice global en vertu des IFRS		181 123 \$	517 762 \$	709 182 \$

Rapprochement des capitaux propres

		2010		
		1 ^{ER} JANVIER	30 SEPTEMBRE	31 DÉCEMBRE
	NOTE	30 SEPTEMBRE	30 SEPTEMBRE	31 DÉCEMBRE
Capitaux propres en vertu du référentiel comptable antérieur		4 424 813 \$	4 478 304 \$	4 475 529 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les capitaux propres présentés (déduction faite de l'impôt) :				
Décomptabilisation	i	(90 752)	(76 077)	(65 133)
Commissions de vente différées	ii	(1 127)	4 345	7 786
Immobilisations corporelles	iv	8 299	8 320	8 330
Avantages du personnel	v	1 537	(17 376)	(36 522)
Participation dans une société affiliée	vi	(23 467)	(22 941)	(23 519)
Impôt sur le résultat différé	vii	(2 786)	(2 485)	(2 467)
Provisions	viii	(22 820)	(26 185)	(25 744)
Regroupements d'entreprises	ix	-	-	(9 330)
Passifs financiers	x	(12 003)	(12 144)	(12 457)
Titres disponibles à la vente	xi	-	(38)	(38)
		(143 119)	(144 581)	(159 094)
Capitaux propres en vertu des IFRS		4 281 694 \$	4 333 723 \$	4 316 435 \$

15. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS *(suite)*

Rapprochement des flux de trésorerie

	NOTE	PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2010
Activités opérationnelles :		
Flux de trésorerie opérationnels en vertu du référentiel comptable antérieur		582 399 \$
Moins : flux de trésorerie opérationnels liés aux activités abandonnées		(3 887)
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les flux de trésorerie opérationnels présentés :		
Augmentation du bénéfice net attribuable aux IFRS		13 276
Décomptabilisation	i	(21 395)
Impôt sur le résultat différé		6 511
Autres		762
<hr/>		
Flux de trésorerie opérationnels en vertu des IFRS		577 666 \$
Activités de financement :		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement en vertu du référentiel comptable antérieur		(475 249) \$
Moins : flux de trésorerie liés aux activités de financement relatifs aux activités abandonnées		28 894
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les flux de trésorerie liés aux activités de financement présentés :		
Décomptabilisation	i	148 283
<hr/>		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement en vertu des IFRS		(298 072) \$
Activités d'investissement :		
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en vertu du référentiel comptable antérieur		348 102 \$
Moins : flux de trésorerie liés aux activités d'investissement relatifs aux activités abandonnées		(115 464)
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement présentés :		
Décomptabilisation	i	(147 439)
<hr/>		
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en vertu des IFRS		85 199 \$

15. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS *(suite)*

Rapprochement du bilan

1^{er} JANVIER 2010

	NOTE	RÉFÉRENTIEL COMPTABLE ANTÉRIEUR	ÉCART	IFRS
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		945 081 \$	– \$	945 081 \$
Titres		1 246 259	–	1 246 259
Prêts	i	671 556	3 256 805	3 928 361
Participation dans une société affiliée	vi	598 221	(23 467)	574 754
Commissions de vente différées	ii	850 082	(2 655)	847 427
Autres actifs	i, iv, v	592 908	(122 755)	470 153
Immobilisations incorporelles	vii	1 128 280	(7 011)	1 121 269
Goodwill		2 613 532	–	2 613 532
		8 645 919 \$	3 100 917 \$	11 746 836 \$
Passif				
Dépôts et certificats		907 343 \$	– \$	907 343 \$
Pensions livrées sur titres		629 817	–	629 817
Autres passifs	i, v, viii, x	780 329	(25 887)	754 442
Impôt sur le résultat différé		328 617	(40 161)	288 456
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	i	–	3 310 084	3 310 084
Dette à long terme		1 575 000	–	1 575 000
		4 221 106	3 244 036	7 465 142
Capitaux propres				
Capital social				
Actions privilégiées perpétuelles		150 000	–	150 000
Actions ordinaires		1 562 925	–	1 562 925
Surplus d'apport	iii	32 702	5 143	37 845
Bénéfices non distribués		2 737 785	(215 811)	2 521 974
Cumul des autres éléments du bénéfice global		(58 599)	67 549	8 950
		4 424 813	(143 119)	4 281 694
		8 645 919 \$	3 100 917 \$	11 746 836 \$

15. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Changements de méthodes comptables

En plus des exemptions et des exceptions dont il a déjà été question, il existe un certain nombre de différences entre les méthodes comptables en vertu du référentiel comptable antérieur de la Société et les méthodes comptables en vertu des IFRS qu'elle applique actuellement. Les paragraphes qui suivent décrivent ces différences :

i. Décomptabilisation

Référentiel comptable antérieur – La décomptabilisation se définissait principalement par l'abandon du contrôle sur les actifs transférés afin de décomptabiliser ces actifs et de constater une vente.

IFRS – La décomptabilisation porte, dans une plus grande mesure, sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété afin de décomptabiliser les actifs et de constater une vente en vertu des IFRS. Par conséquent, les transactions de titrisation de la Société sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis conformément aux IFRS plutôt que comme des ventes, ce qui donne lieu à une augmentation du total de l'actif et du passif constaté dans les bilans consolidés.

L'augmentation des soldes de prêts hypothécaires était de 3,5 G\$ au 31 décembre 2010 (3,4 G\$ au 30 septembre 2010; 3,3 G\$ au 1^{er} janvier 2010) et était accompagnée d'une augmentation proportionnelle du passif. Certains autres actifs et passifs liés aux prêts hypothécaires qui étaient comptabilisés en vertu du référentiel comptable antérieur, y compris les droits conservés, certains instruments dérivés et des passifs de gestion, ont été ajustés en conséquence. Au 31 décembre 2010, la diminution des autres actifs se chiffrait à 91 M\$ (123 M\$ au 30 septembre 2010; 129 M\$ au 1^{er} janvier 2010) et la diminution des autres passifs se chiffrait à 85 M\$ (69 M\$ au 30 septembre 2010; 55 M\$ au 1^{er} janvier 2010).

De plus, puisque ces transactions sont traitées comme des transactions de financement plutôt que comme des transactions de vente, un ajustement transitoire doit être apporté au solde d'ouverture des bénéfices non distribués en vue de refléter cette modification du traitement comptable. Les bénéfices non distribués, les produits et les charges d'ouverture ont été ajustés pour tenir compte de la modification.

ii. Commissions de vente différées

Référentiel comptable antérieur – Les commissions de vente différées étaient considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée en vertu du référentiel comptable antérieur. Le référentiel comptable antérieur ne traite pas précisément de la question de la cession des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et, par conséquent, la Société a utilisé une période d'amortissement plus courte pour tenir compte des cessions.

IFRS – Les commissions de vente différées sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée en vertu des IFRS. Les IFRS traitent plus particulièrement de la méthode de comptabilisation de l'amortissement et de la cession des immobilisations incorporelles. Les bénéfices non distribués d'ouverture et les charges ont été ajustés pour tenir compte de cette modification.

iii. Paiements fondés sur des actions

Référentiel comptable antérieur – Dans le cas des attributions de droits fondés sur des actions, la juste valeur totale du droit était constatée de façon linéaire sur la période d'emploi nécessaire à l'acquisition des droits.

IFRS – Chaque tranche d'un droit à acquisition graduelle est considérée comme une attribution distincte, avec une date d'acquisition des droits différente. Chaque attribution est comptabilisée selon ce principe. Les bénéfices non distribués d'ouverture, le surplus d'apport et les charges liés aux droits fondés sur des actions ont été ajustés pour tenir compte de cette modification.

iv. Immobilisations corporelles

IFRS – En vertu d'IFRS 1, la Société a choisi de constater certaines immobilisations corporelles à la juste valeur à la date de transition et d'utiliser cette valeur comme coût présumé en vertu des IFRS. La juste valeur totale des actifs auxquels ce choix a été appliqué était de 34,3 M\$. Par suite de la hausse de la juste valeur, les bénéfices non distribués d'ouverture ont augmenté de 8,6 M\$. Cet ajustement n'a pas eu d'incidence significative sur la charge d'amortissement.

15. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Changements de méthodes comptables (suite)

v. *Avantages du personnel*

IFRS – Conformément à IFRS 1, la Société a décidé de constater tous les écarts actuariels non amortis dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués. De plus, en vertu des IFRS, les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis doivent être constatés immédiatement dans les charges ou les produits au titre des avantages. Par conséquent, les soldes des bénéfices non distribués d'ouverture et des charges ont été ajustés. La Société a décidé de constater les écarts actuariels liés à ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du bénéfice global plutôt que de les amortir dans les résultats.

vi. *Participation dans une société affiliée*

La participation de la Société dans sa société affiliée est constatée au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Le solde des bénéfices non distribués d'ouverture, le cumul des autres éléments du bénéfice global et la quote-part du bénéfice reflètent les changements apportés par l'entreprise détenue lors de sa conversion aux IFRS.

vii. *Impôt sur le résultat différé*

Référentiel comptable antérieur – Le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises a été ajusté en fonction de l'incidence fiscale des différences de comptabilisation entre le coût aux fins de la comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition.

IFRS – Le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises n'est pas ajusté en fonction de l'incidence fiscale sur les différences de comptabilisation entre le coût aux fins de la comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition. Le solde des bénéfices non distribués et des charges d'ouverture a été ajusté pour refléter la différence entre les charges au titre de l'amortissement liées à certaines immobilisations incorporelles lorsque l'impôt différé fait augmenter le coût des actifs acquis.

viii. *Provisions*

Référentiel comptable antérieur – Un passif éventuel était constaté par suite d'une transaction ou d'un événement passé s'il était probable que la transaction ou l'événement donnerait lieu à une perte et que le montant de la perte pouvait être raisonnablement estimé.

IFRS – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. En vertu du référentiel comptable antérieur, le critère de constatation « probable » se situait à un seuil plus élevé que le « probable » en vertu des IFRS. Par conséquent, un plus grand nombre de provisions est constaté en vertu des IFRS. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, les IFRS prévoient l'utilisation de la moyenne pondérée de tous les résultats possibles, ou la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles. Les bénéfices non distribués et les charges d'ouverture ont été ajustés pour tenir compte de la modification.

ix. *Regroupements d'entreprises*

Référentiel comptable antérieur – Sous réserve de certaines conditions, les coûts liés à un plan visant à abandonner des activités d'une entreprise acquise, à mettre fin de façon involontaire à l'emploi des membres du personnel ou à déplacer les membres du personnel d'une entreprise acquise étaient des passifs repris lors de l'acquisition et étaient compris dans la répartition du coût d'acquisition.

IFRS – Les provisions au titre de la restructuration sont comprises dans les passifs acquis seulement lorsque l'entreprise acquise a constaté un passif existant au titre de la restructuration conformément aux IFRS en vigueur. Par conséquent, les provisions au titre de la restructuration constatées dans la répartition du prix d'achat en vertu du référentiel comptable antérieur sont passées en charges dans les résultats en vertu des IFRS. Les frais autres que les commissions ont été ajustés pour tenir compte de la modification.

15. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Changements de méthodes comptables (suite)

x. Passifs financiers

IFRS – Conformément à IAS 32, les passifs financiers liés à des options de vente sur les participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. Les bénéfices non distribués, les autres passifs et les produits tirés des placements nets et autres produits d'ouverture ont été ajustés pour tenir compte de la modification.

xi. Titres disponibles à la vente

Référentiel comptable antérieur – Des pertes de valeur sur les titres disponibles à la vente étaient comptabilisées si les pertes étaient considérées comme durables. Après la comptabilisation d'une perte de valeur, toute baisse de valeur subséquente était comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que ces pertes soient aussi considérées comme durables.

IFRS – Des pertes de valeur sont comptabilisées si la perte est significative ou prolongée, et toute perte de valeur subséquente est constatée immédiatement dans les résultats. Lors de la transition aux IFRS, l'évaluation de la nature significative ou prolongée est fondée sur la date initiale d'achat du titre. Le cumul des autres éléments du bénéfice global et les produits tirés des placements nets et autres produits ont été ajustés pour tenir compte de la modification.

Renseignements aux actionnaires

Siège social

447 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3B6
Téléphone : 204-943-0361
Télécopieur : 204-947-1659

Auditeurs

Deloitte & Touche s.r.l.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Société de fiducie
Computershare du Canada
Téléphone : 1-800-564-6253
service@computershare.com
600-530 8th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3S8
1969 Upper Water Street
Suite 2008, Purdy's Wharf Tower II
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3R7
1500, rue University, 7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
510 Burrard Street, 2nd Floor
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 3B9

Inscription en Bourse

Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto sous les symboles boursiers suivants :
Actions ordinaires : IGM
Actions privilégiées de premier rang, série B : IGM.PR.B

Renseignements aux actionnaires

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, communiquez avec :

Gregory D. Tretiak
Vice-président exécutif
et chef des services financiers
Téléphone : 204-956-8748
Télécopieur : 204-956-1446
greg.tretiak@investorsgroup.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204-956-8383 ou visitez notre site Web au www.igmfinc.com.

If you wish to receive an English language version of this report, please contact IGM Financial Inc.'s Secretary, 447 Portage Avenue, Winnipeg (Manitoba) R3C 3B6

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto, du 12 avril 2011 au 11 avril 2012. Pendant la durée de l'offre, la Société entend racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 12 919 631 actions ordinaires, soit environ 5 % de son capital en circulation. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire du document relatif à cette offre en communiquant avec le Secrétariat général au siège social de la Société.

Sites Web

Visitez nos sites Web, aux adresses suivantes :
www.igmfinc.com
www.groupeinvestors.com
www.mackenziefinancial.com
www.ipcc.ca

La Société financière IGM Inc. fait partie du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power.

^{MC} Marques de commerce de la Société financière IGM Inc., utilisées sous licence par ses filiales.

Investment Planning Counsel est une marque de commerce d'Investment Planning Counsel Inc., utilisée avec son autorisation.

* Marques de commerce de la Corporation Financière Mackenzie ou de ses filiales, utilisées avec leur autorisation.

[†] Solutions Bancaires est une marque de commerce de la Corporation Financière Power, utilisée sous licence par la Banque Nationale du Canada. La Banque Nationale du Canada est souscripteur des produits et services Solutions Bancaires. Morningstar et les cotes Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Research Inc.

« Rapport du troisième trimestre de 2011 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2011

Financière™
IGM

 **Groupe
Investors™**

Mackenzie 
PLACEMENTS*

 **Investment
Planning Counsel™**
SOLUTIONS FINANCIÈRES PENDANT LA VIE